

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE

Apropos



AVRIL • MAI • JUIN 2026 | 114



Hongrie : un pays qui se rattrape

© Adobe Stock - Syndor

LE COMITÉ DE RÉDACTION



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein

des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les

Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitee depuis 2011. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005

à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist).

En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVET

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique sub-saharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime

et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Église protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission

européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

Éditeur responsable

Gianluca Brunetti

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche
Robert Cox
Renaud Denuit

Jean-François Drevet
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl

Design, impression et expédition

OIB - Commission européenne

Designer graphique

Frédérique Guiot

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Section Belgique
VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles
Tél : +32(0)2 295 38 42
E-mail : aiace-be@ec.europa.eu
www.aiace-be.eu

IBAN: BE68 2100 3777 0034

BIC: GEBABEBB

N° d'entreprise : 0450733759

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT/A WORD FROM THE PRESIDENT/ HET WOORD VAN DE VOORZITTER

Gianluca Brunetti 4

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

Renouvellement et continuité

Monique Théâtre 5

VIE DE LA SECTION

Gianluca Brunetti, un nouveau président engagé et enthousiaste Monique Théâtre 6

Bienvenue à nos nouveaux membres! Welcome to our new members!

Welkom aan onze nieuwe leden! 8

Clubs de la bière et du vin 8

Cercle des marcheurs 9

Club européen 9

Alan Hick

Isabelle De Moor/Marc Aertgeerts

Alan Hick

EUROPE

Hongrie : un pays qui se rattrape 10

Is Britain considering a return to the EU ? 12

La candidature islandaise et l'aggiornamento de l'UE 14

France Allemagne : un moteur, des ratés 16

Victor Hugo et l'Europe 17

Why did the EU forget to celebrate the European 18

Community's Birthday

La neutralité, une idée d'avenir ? 20

Robert Cox

Richard Corbett

Jean-Guy Giraud

Daniel Guggenbühl

Daniel Guggenbühl

David Price

Jean-François Drevet

SOCIÉTÉ

War, Waste, Wealth, Wellbeing 22

De l'anesthésie à une transition robuste 24

L'IA à l'école en Belgique : entre promesses pédagogiques
et réalité de terrain 26

Quand les marchés publics renforcent le dialogue social 28

Robert Cox

Nathalie Vercruysse

Rudy Druine

Gabrielle Clotuche

INSTITUTIONS

Europe Direct : 400 centres et davantage de responsabilités 29

50 Years of Femmes d'Europe - 50 Years of Solidarity 30

Patrizio Fiorilli

Gudrun Schmidt

CULTURE

Das Neue Europäische Bauhaus 32

Les charmes cachés du détroit d'Ormuz 34

Leuven : Europese Prijs voor Inclusie en Diversiteit 35

Aletsch, miroir de l'homme . . . 36

Jürgen Erdmenger

Jean-François Drevet

Monique Théâtre

Piero Soave

LU POUR VOUS

Jérusalem, l'histoire n'est jamais écrite, de V. Lemire et B. Philippe 37

Gagner le combat du pacte vert, de P. Canfin 38

La guerre des mots - Trump, Poutine et l'Europe, de B. Cassin 40

Jean-François Drevet

Renaud Denuit

Gabrielle Clotuche

SECRÉTARIAT DE LA SECTION

LES ANCIENS PUBLIENT

Questions dans la guerre Gaza-Ukraine, de C. Roche-Ford 41

Les chants de la grande guerre patriotique

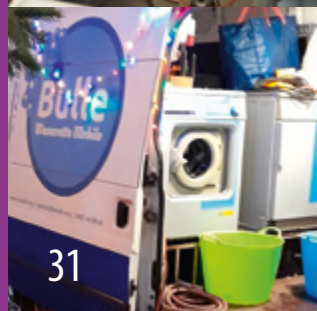
dans les méandres de l'histoire 41

Monique Théâtre

Monique Théâtre

NOUS ONT QUITTÉS

NOUS ONT QUITTÉS



Gianluca Brunetti



© AIACE.BE

Chères et chers Collègues,

J'assume la présidence de la section Belgique de l'AIACE dans un contexte particulièrement complexe. En effet, pour paraphraser le titre d'un roman de l'écrivain italien Niccolò Ammaniti, *Il momento è delicato* (C'est un moment délicat).

Cette phrase pourrait très bien s'appliquer à la situation que nous sommes en train de vivre en Europe. Tous les 'fondamentaux' que nous avons connus et que nous avons contribué à bâtir en termes de vision sociétale, de participation à l'espace public, de relations entre partenaires au niveau international et de conception de l'ordre juridique international sont bousculés. Ceci avec en toile de fond l'urgence climatique et le déferlement de l'intelligence artificielle qui modifie à grande vitesse notre rapport avec le quotidien, que ce soit dans le domaine de l'information, des soins de santé, de la vie administrative etc.

Comme tout acteur de la société civile, la section Belgique de l'AIACE se doit de prendre en considération cette nouvelle dimension dans l'accomplissement de ses missions : l'assistance aux membres, le dévelop-

pement des relations avec les différents partenaires institutionnels et les autorités locales, la promotion des activités socio-culturelles. La coopération avec les autres sections nationales et avec l'AIACE Internationale demeurera également parmi les axes de travail des années à venir.

D'autre part, gardons à l'esprit avec fierté le fait que, en tant que ex-fonctionnaires, nous restons des citoyens engagés dans la défense et la promotion du projet européen et de ses valeurs. Notre association est là pour rappeler et soutenir cet engagement d'une vie à travers l'organisation et la promotion de conférences et rencontres qui placent l'Europe au centre de la réflexion.

Avec le soutien de l'équipe en place et la contribution de nos bénévoles, la section Belgique de l'AIACE continuera d'œuvrer sans relâche pour soutenir et accompagner ses membres en attendant que ce '*momento delicato*' soit derrière nous. **Vive l'Europe!**

Dear colleagues,

I am taking on the role of Chair of the Belgian section of AIACE at a particularly complex time. Indeed, to paraphrase the title of a novel by the Italian writer Niccolò Ammaniti, *'Il momento è delicato'* (It is a delicate moment). This phrase could very well apply to the situation we are currently experiencing in Europe. All the 'fundamentals' we have known and helped to build - in terms of our vision of society, the relationship between individuals

and centres of power, participation in the public sphere, relations between partners at the international level, and the conception of the international legal order - are being shaken up. This is taking place against the backdrop of the climate emergency and the surge of artificial intelligence, which is rapidly transforming our relationship with everyday life, whether in the fields of information, healthcare, administration, and so on.

Like any civil society organisation, the Belgian section of AIACE must take this new dimension into account in carrying out its work : support for members, developing relationships with various institutional partners and local authorities, and promoting socio-cultural activities. Cooperation with other national sections and with AIACE International will also remain a key focus in the coming years.

Furthermore, let us take pride in the fact that, as former civil servants, we remain citizens committed to defending and promoting the European project and its values. Our association exists to uphold and support this lifelong commitment by organising and promoting conferences and meetings that place Europe at the heart of the debate.

With the support of the current team and the contribution of our volunteers, the Belgian section of the AIACE will continue to work tirelessly to support and assist its members until this '*delicate moment*' is behind us.

Long live Europe!

Beste collega's,

Ik neem het voorzitterschap van de Belgische afdeling van de AIACE op me in een bijzonder complexe context. Om de titel van een roman van de Italiaanse schrijver Niccolò Ammaniti te parafraseren: *'Il momento è delicato'* (Het is een delicaat moment).

Deze zin zou heel goed van toepassing kunnen zijn op de situatie waarin we ons momenteel in Europa bevinden. Alle 'fundamenten' die we kenden en waaraan we hebben bijgedragen in termen van maatschappelijke visie, participatie in de publieke ruimte, relaties tussen partners op internationaal niveau en de opvatting van de internationale rechtsorde, worden op hun kop gezet. Dit tegen de ach-

tergrond van de klimaatcrisis en de opkomst van kunstmatige intelligentie, die in hoog tempo onze omgang met het dagelijks leven verandert, of het nu gaat om informatie, gezondheidszorg, administratieve zaken, enz.

Net als elke andere speler uit het maatschappelijk middenveld moet de Belgische afdeling van de AIACE bij de uitvoering van haar taken rekening houden met deze nieuwe dimensie: het bijstaan van leden, het uitbouwen van relaties met de verschillende institutionele partners en lokale overheden, en het bevorderen van sociaal-culturele activiteiten. Ook de samenwerking met de andere nationale afdelingen en met de AIACE Internationaal blijft de komende jaren

een van de speerpunten van ons werk. Laten we daarnaast met trots in gedachten houden dat wij, als voormalige ambtenaren, burgers blijven die zich inzetten voor de verdediging en bevordering van het Europese project en zijn waarden. Onze vereniging is er om deze levenslange inzet in herinnering te brengen en te ondersteunen door middel van het organiseren en promoten van conferenties en bijeenkomsten waarin Europa centraal staat.

Met de steun van het huidige team en de inzet van onze vrijwilligers zal de Belgische afdeling van de AIACE zich onverminderd blijven inzetten om haar leden te ondersteunen en te begeleiden, totdat dit *'momento delicato'* achter ons ligt. **Leve Europa!**

LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Renouvellement et continuité

par **Monique Théâtre**
Rédactrice en chef

Depuis le mois de mars, l'AIACE Belgique a un nouveau président, Gianluca Brunetti. Apropos vous invite à faire la connaissance de ce collègue (interview p. 6) qui a l'Europe chevillée au corps et qui a déjà une vision très claire des objectifs qu'il entend poursuivre. Il y prône la continuité tout en insistant sur la vigilance dont il faut faire preuve face aux constantes évolutions que connaît notre société actuelle, notamment dans le domaine technologique.

Dans un monde où l'information circule à une vitesse fulgurante et où les réseaux sociaux dictent souvent le rythme de l'actualité, le magazine associatif conserve une place essentielle. Bien plus qu'une simple publication, il constitue un véritable trait d'union et un lien précieux avec et entre les membres. C'est là l'une des premières vocations du magazine Apropos. Il permet de maintenir un lien humain et durable, loin de l'instantanéité parfois superficielle des communications uniquement digitales. Un autre objectif est de garder vivante la parole de nos anciens collègues, leur donner

la place qu'ils méritent sans pour autant tomber dans la nostalgie ou dans le « c'était mieux avant ». Il a aussi l'ambition - et la ligne éditoriale qui a été adoptée le confirme - d'ouvrir une fenêtre sur le monde à travers l'œil attentif de collègues qui, forts de leur expertise et expérience, désirent partager leur point de vue, leur analyse et leur regard attentif voire critique.

Notre nouveau président insiste sur l'importance de rester intellectuellement actifs. Écrire, témoigner, analyser, transmettre, continuer de participer au débat d'idées et à la vie collective. Apropos ouvre ses pages à tous les collègues qui le désirent. Chaque contribution enrichit la publication et assure sa pérennité. Ce magazine est le vôtre. Vos récits, vos réflexions, vos analyses y ont toute leur place. Ensemble, nous pouvons continuer à faire de cette publication un lieu vivant d'échanges, de mémoire et d'ouverture. **Alors, à vos plumes ! ■**

monique.theatre@gmail.com

Gianluca Brunetti, un nouveau président engagé et enthousiaste

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

L'AIACE section Belgique entame une nouvelle étape de son histoire avec la mise en place récente d'un Conseil d'administration partiellement renouvelé. Aux côtés de neuf anciens membres, cinq nouveaux administrateurs ont pris place. Après douze années au service de l'AIACE-Belgique, dont trois mandats comme présidente et un mandat comme vice-présidente, Raffaella Longoni s'est vu décerner le titre de présidente honoraire. Lors de sa réunion constitutive du 23 mars, le CA a élu un nouveau président, Gianluca Brunetti, ancien Secrétaire général du Comité économique et social européen. A propos l'a interviewé afin de faire plus ample connaissance.

Quel a été ton parcours professionnel ?

Après des études de Sciences Politiques à Naples en Italie - spécialisation en droit communautaire -, j'ai eu essentiellement un parcours au sein d'organisations européennes. J'ai travaillé durant cinq ans au Conseil de l'Europe, puis durant vingt ans au Parlement européen. J'ai ensuite été nommé directeur au Comité économique et social européen (CESE) et j'y ai terminé ma carrière en tant que secrétaire général. Je suis pensionné depuis le 1^{er} janvier 2024.

Qu'est-ce qui a motivé ta candidature au Conseil d'administration de l'AIACE-Belgique ?

Comme manager et responsable des Ressources humaines durant mon activité, et ensuite comme post-actif, j'ai toujours eu beaucoup d'admiration et de respect à l'égard de l'AIACE qui, d'après moi, joue un rôle capital pour les anciens. En effet, au-delà de continuer à tisser des liens entre ses membres, elle les accompagne dans leur parcours de pensionné, que ce soit dans les domaines administratif,

social ou intellectuel. J'ai donc au départ simplement désiré « donner un coup de main » et mettre à disposition mon temps et mon expérience.

Quelle est ta vision de la section Belgique et quelles sont tes priorités ?

Il faut travailler dans la continuité mais garder en tête l'évolution de la sociologie de nos membres et du contexte légal et administratif. Certaines priorités sont connues : la fracture numérique, l'évolution constante de la législation dans le domaine de l'assurance-maladie, les nouveaux outils développés par le PMO qui engendrent des situations problématiques. On est face à une population vieillissante qui développe des comportements de faiblesse de plus en plus patents. Mais il y a une autre réalité : la nouvelle vague de collègues pensionnés qui ont des revenus moindres, dont le niveau d'intégration en Belgique est différent, qui éprouvent parfois même des difficultés linguistiques et qui ont une vision différente de l'UE que celle que nous connaissions. Il faut prendre en considération cette diversité et réfléchir pour voir comment on peut les soutenir. La situation administrative en Belgique n'aide pas toujours non plus, notamment la fragmentation administrative et la question des langues. C'est un élément dont on devra tenir compte à l'avenir et sans doute améliorer notre communication dans ce sens. Mais il est surtout important de rester actif intellectuellement. Nous avons notre mot à dire comme éléments de la société civile. Le fil qui nous unit, c'est que nous nous sommes engagés pour l'Europe et nous devons continuer cet engagement. En cette période de turbulence où l'idée de l'Europe n'a plus la cote, nous devons nous tourner vers l'extérieur et surtout vers les jeunes. L'initiative « Back to school » en est un excellent exemple. Il faut inciter nos membres à aller parler de l'Europe dans les écoles, lycées, universités. Expliquer l'Europe de manière concrète, répondre aux questions, nourrir le débat et peut-être aussi dépasser les stéréotypes.



Comment envisages-tu les relations entre la section Belgique et l'AIACE Internationale ?

Il y a de la complémentarité. Certaines thématiques comme la participation au débat européen, les relations avec la Caisse maladie sont communes et concernent toutes les sections nationales. Il faut donc coopérer, c'est fondamental. D'autre part notre section possède une masse critique plus importante par rapport à d'autres sections, elle a aussi une diversité plus marquée avec une panoplie de nationalités différentes. Mais nous devons travailler main dans la main et développer des synergies. Un bon exemple est le domaine de la communication et les différents sites internet qui existent. Une harmonisation permettrait de renforcer les liens entre les collègues qui se retrouveraient sur les mêmes plateformes avec une même forme de langage. Il faut travailler pour qu'il y ait le plus de synergies possibles pour le bien de nos membres.

Quelles initiatives envisages-tu pour améliorer les relations entre les pensionnés et les Institutions européennes ?

En Belgique, on est privilégié car on vit physiquement dans des villes et communes où l'Europe est présente au quotidien : ici on respire l'Europe. On est proche des Institutions qui nous gèrent. C'est un avantage mais en même temps une responsabilité. Il nous incombe de porter le flambeau pour ouvrir et maintenir des canaux de communication très développés avec les Institutions. Comme j'ai dit précédemment, nous disposons d'une masse critique importante qui devrait nous permettre d'avoir un certain poids auprès des Institutions. Jusqu'à présent les relations ont été excellentes mais le problème est que, trop souvent, les relations prévalent sur les personnes. Et lorsque ce lien personnel disparaît, il faut repartir de zéro. Il nous appartient de mettre en place des modus operandi

permettant de travailler dans la transparence et l'efficacité et surtout sur une base de confiance réciproque.

Comment pourrait-on renforcer la sensibilisation des futurs pensionnés à l'action de l'AIACE ?

Dans ce domaine, le CESE a pris une excellente initiative : il offre la première année de cotisation à l'AIACE à celles et ceux qui le souhaitent au moment du départ à la retraite. De cette manière le lien est créé. Mais il faudrait aller plus loin et sensibiliser les actifs à l'utilité de l'AIACE tout au long de leur période de service. Les possibilités ne manquent pas : conférences, journées portes ouvertes du 9 mai, ... Les pensionnés ne sont pas assez « utilisés » au sein des Institutions alors que leur expertise est précieuse. Il faut aussi créer l'enthousiasme parmi les actifs et qui peut mieux le faire que l'AIACE qui a en son sein un potentiel énorme de personnes disponibles, prêtes à partager leur savoir et leur expérience avec leurs collègues en activité. Partager et transmettre, c'est cela notre rôle.

Alors, enthousiaste ?

Avoir été élu président de la section Belgique de l'AIACE est un honneur pour moi et aussi un défi de taille. Mais l'enthousiasme est là car je ne suis pas seul dans cette aventure. J'ai découvert à mes côtés une équipe formidable qui consacre son temps à une activité très utile, ceci avec passion et compétence, et j'espère qu'on continuera à agir avec le même succès que par le passé. ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2026-2029

Président	Gianluca Brunetti
Vice-Présidents	Alan Hick Nadine Wraith
Secrétaire Générale	Laura Mosca
Trésorier	Poste à pourvoir
Déléguée à la protection des données	Raffaella Longoni
Membres	Pierre Blanchard Dominique Dedeken Dominique Deshayes Félix Gerardon Nicole Hankart Ignazio Iacono Alexandre Jacobs Gilbert Lybaert Monique Théâtre

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members! Welkom aan onze nieuwe leden!

AGUDO VIVAS Ricardo Simon
 ALEXANDRE Frédéric
 ALLEN Christopher
 ATALA VIVANCO Rosa del Carmen
 AVERINK Heleen
 BARRY Hélène
 BATTEAUW Nadine
 BAUDET Brigitte
 BELGE Fancis
 BELLENS Marc
 BELZ Maurizia
 BIARD Dominique
 BIRD William
 BOCHU Claude
 BRAET Rita
 BRIALMONT Marie-Thérèse
 BROGGI Alfredo
 BURKARDT Adrea
 CAMINO ROTETA Isabel
 CANSDALE Graham
 CAPKOVA-VENNEKENS Jitka
 CARATTI DI LANZACCO Giancarlo
 CARO Stéphanie
 CARRAGGI Joseph
 CHINTOAN-UTA Marin
 COELHO Henrique
 COLLINS Helen
 COUCKE Catherine
 DALMONTE Emilio
 DE BLESER Axel
 DE SMEDT Marie-José
 DE STEFANO Marco
 DE WOLF Cécile
 DEBILLE Godelieve
 DECLERCK Jean-Paul
 DELARUE Jan

DERIE Danielle
 DESTERBECQ Patrick
 DEVOGELAERE Geert
 DIAS FERNANDES Victor Manuel
 DICKINSON Roy
 DONTSIU Fotini
 DRENT Juliana
 DUINSLAEGER Lily
 FENERLI Constantina
 FRANCO PINTO Isabel Maria
 FRANCO Jacques
 FRANSIS Livia
 FRETTO Pasquale
 GEDVILAITE Rita
 GHEYS Françoise
 GILLIS Carla
 GILLET Vincent
 GIULIANI Jean-Luc
 GOETZ-BUCHER Sylvia
 GRIESEL-SCHMITT Helga
 GROFFILIER Jean-Pierre
 GRUENER Qabine
 GUILLAUME-PLATTEAU Martine
 HALKIN Jean-Pierre
 HELLEBRANDT Louise
 HERNANDEZ Elizabeth
 HINDERYCKX Jacques
 JÄÄSKELÄNEN Seija
 JACOB Ralf
 JACQUES Pierre
 JAMEZ Marguerite
 JONCKX Marijke Hélène Achiel
 KAMPL Alenka
 KEMANI-KESSLER Annette
 KIIL Jes Hågen
 KNAPP Heinz

KOUSOULAKOS Nikolaos
 KUMELING Wilfried
 KURT Corinne
 KUYF Hubertha
 LE BUSSY Philippe
 LEJEUNE Bruno
 LEQUEUX Gilles
 LESAY Hélène
 LIBERATI Monica
 LUKIANOFF Anne-Marie
 MAALOE Sidsel Hanne
 MAGERMANS Michèle
 MARCHLEWITZ Gilbert
 MARTIN Agnès Hélène
 MARTINEZ DIAZ Maria Dolores
 MEISSNER Ulrike
 MEO METEAUT Lorena
 MICHELIS Brigitte
 MIKKELSEN Lone
 MILLER Elaine
 MOES Anne
 MÖGELE Rudolf
 MOMMENS Patricia
 MONTERUBBIANESI-STEEN Eda
 MORELLINI Franca
 MOSCHOLIOS Michail
 MOYSES Marlies
 MÜLLER Renate
 Name
 NEVEN Beatrice
 NEVENS Axel
 NGUYEN Thi Le Xuan
 OCHOA DE MICHELENA Maria Jesus
 PECORARO Marco
 PEETERS Marina
 PEREIRA Anabela Rodrigues Alves

PEROLAT Michel
 PIHA Tsjipporina
 PINO-NEUBOHN Sibyllle
 POTH-MOEGELE Angelika
 PRINS Katrien
 PROTTI Luca
 QUADRI Eva
 RAYES GEISELMANN Telma
 REBATTET Gilles
 REIBE Thomas
 REYPPENS Anne
 ROBOUCH Piotr
 RONDINONE Damiano
 SCHITTEK Carsten
 SCHREUDER Marianne
 SCHUPPERS Jeroen
 STEENBERGEN Myriam
 STEPHANY Luc Jean
 THIBAUT Linde
 THORNBERG Catarina
 TOMATIS Barbara
 TSHIALA de WOUTERS Françoise
 VAN DAELE Diana Ingrid
 VAN DE PUTTE Karen
 VAN SANDE Katleen
 VANDEKERKHOE Véronique
 VANDROOGENBROECK Fabienne
 VELDEMAN Geert
 VILLA GOMEZ Maria Teresa
 VON FREITAL Uta
 WALTERS Alexandra
 WHITTEN Peter
 WILLAIN Jean
 YERNAULT Agnès

Les Clubs de la bière et du vin

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. Santé !

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at AIACE-BE@ec.europa.eu giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. Cheers! ■

Alan Hick



© AIACE.BE

Le Cercle des marcheurs du jeudi Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts

Notre cercle de marche organise des sorties pédestres les 1^{ers} et 3^{èmes} jeudis du mois, offrant l'occasion de découvrir forêts, campagnes et parfois villes, au fil d'itinéraires choisis avec soin par nos guides bénévoles. Ces balades se déroulent dans un esprit de convivialité, au sein d'un groupe à taille humaine. Une cotisation annuelle de 15 € est demandée. Le covoiturage se fait selon les possibilités de chacun. ■



CONTACT aiacemarcheursdujeudi@gmail.com

© AIACE.BE

Club européen European Club Alan Hick

Le Club européen de l'AIACE Belgique

L'idée est toute simple : une discussion-dinatoire ensemble de temps en temps dans un lieu convivial, chaque fois avec un(e) invité(e) du Club afin d'échanger des idées d'actualité autour de l'Europe et nos expériences, dans un cadre informel et décontracté. Le 16 avril, le Club a accueilli Corrado Pirzio-Biroli, ancien conseiller du président G. Thorn et conseiller économique à Washington, qui a animé un débat sur le conflit israélo-palestinien dans l'ère Trump. Le 10 juin prochain, le Club aura l'honneur d'avoir comme invité Herman Van Rompuy, ancien Premier ministre belge et ancien président du Conseil européen. Si vous voulez rejoindre le Club, il suffit de manifester votre intérêt en envoyant un simple email (avec votre nom et n° d'adhésion AIACE -BE) à : monique.theatre@gmail.com

Merci et au plaisir de vous rencontrer très bientôt au sein de ce Club européen !

The European Club of AIACE Belgium

The idea is very simple: a dinner-discussion together from time to time in a friendly place, each time with a guest invitee of the Club in order to exchange some ideas on current European affairs and our experiences in an informal and relaxed setting. On 16 April, the Club welcomed Corrado Pirzio-Biroli, former adviser to President G. Thorn and economic adviser in Washington, who led a discussion on the Israeli-Palestinian conflict in the Trump era. On 10 June, the Club will have the honour of welcoming Herman Van Rompuy, former Belgian Prime Minister and former President of the European Council, as its guest. If you are interested in joining the Club, could you kindly send an email (with your name and AIACE-BE membership n°) expressing your interest to: monique.theatre@gmail.com

Thanks and looking forward to seeing you soon at this European Club !



© AIACE.BE

Hongrie : un pays qui se rattrape

par **Robert Cox**

Membre du Comité de rédaction



▲ Péter Magyar, Premier ministre hongrois et Ursula von der Leyen
© EU 2025 - Photographe : Aurore Martignoni

Le 3 octobre 1956, les Hongrois se sont révoltés contre le régime communiste au pouvoir. Un mois plus tard, les chars soviétiques y ont mis fin. Presque 70 ans après, le 12 avril 2026, la Hongrie a pris un nouveau virage.

Bonjour les défis

Dans un monde où les bonnes nouvelles se raréfient, le résultat électoral de la Hongrie (non pas seulement de Budapest) réchauffe le cœur des Européens. Tout d'abord le taux record de participation de 80%. Ensuite la majorité écrasante

de Péter Magyar et du parti Tisza de 139 sièges sur 199 au Parlement. A priori cela devrait suffire pour engager les réformes constitutionnelles nécessaires à la réparation des dégâts occasionnés par Viktor Orbán après 16 années de règne abusif. Les enjeux

constitutionnels peuvent néanmoins être truffés de pièges. Le gouvernement polonais de Donald Tusk en sait quelque chose. Les écueils sont multiples : une économie en déroute malgré l'image d'un pays proclamé paradis des investisseurs par Orbán, la

lutte ardue contre la corruption, le délabrement des finances publiques, la restauration d'un état de droit. Mais encore et surtout la remise en question de la confiance populaire dans la vocation européenne de la Hongrie, confiance certes restaurée mais encore fragile. La première leçon que l'Europe doit tirer de ce constat est la nécessité de son soutien à ce pays encore miné par ses anciens démons.

Petite plongée dans un passé tourmenté

1867 : l'empire des Habsbourg devient la double monarchie austro-hongroise. Après des années de tension avec Vienne, les Hongrois sont les partenaires égaux de la grande puissance d'Europe centrale et des Balkans. La Hongrie est alors au sommet de son pouvoir historique et le sera durant un demi-siècle, régissant la Slovaquie, la Slavonie croate, la Transylvanie et les terres voisines des Carpathes, aujourd'hui ukrainiennes. Vaincu, l'empire disparaît brutalement en 1918. En 1920 le Traité de Trianon réduit la souveraineté hongroise à un tiers de son espace d'avant-guerre. Des millions de Hongrois se retrouvent répartis sous les drapeaux autrichien, roumain, slovaque, croate, slovène, ukrainien et serbe. La Hongrie elle-même comprend 9,75 millions de citoyens.

Ce pays souffre donc depuis un siècle d'un sentiment collectif de victimisation, d'injustice identitaire. Budapest délivre des passeports à « ses » citoyens de la diaspora. Elle y finance généreusement des activités culturelles et y déploie une activité médiatique. Tout ceci au grand dam des gouvernements voisins qui préfèrent regarder ailleurs. S'y associe un autre phénomène : son isolement. Linguistiquement le hongrois n'a pas de parent dans une Europe dominée par les trois grandes familles latine, germanique et slave. Le portail

À l'Europe à présent de démontrer par ses actes aux Hongrois qu'ils ont eu raison.



© Adobe Stock - sakkimesterke

les Hongrois découvrent à nouveau leur identité européenne. À l'Europe à présent de démontrer par ses actes aux Hongrois qu'ils ont eu raison.

Reprise européenne

Dans l'immédiat, l'UE et la Hongrie sont confrontés aux dossiers de première importance comme la levée du veto sur l'assistance financière de 90 milliards € en faveur de l'Ukraine. L'UE en 2022 a gelé des fonds en faveur de la Hongrie à hauteur de 22 milliards €, principalement à cause du non-respect par Budapest de l'état de droit. S'y ajoutent 10 milliards € destinés à moderniser les capacités militaires du pays.

Budapest a un besoin urgent des fonds européens gelés.

linguistique de la culture hongroise est donc largement fermé aux autres Européens, ce qui n'aide pas à la compréhension de ce pays déjà difficile à saisir. Est-ce la raison pour laquelle, dans l'histoire linguistique de la Commission européenne, nous avons connu quelques grands interprètes exilés hongrois qui avaient franchi les barrières ?

De fait, la Hongrie revient de loin. Lorsque le communisme s'effondre en 1989, le souvenir des tanks soviétiques à Budapest en 1956 est encore dans tous les esprits et les Hongrois, tout comme leurs voisins d'Europe centrale, n'ont qu'un objectif : adhérer le plus rapidement possible à l'UE, garante de démocratie, de stabilité et de prospérité. Il leur faudra attendre 2004 pour voir l'adhésion se réaliser. On a souvent oublié qu'un des opposants les plus déterminés au régime communiste finissant fut le jeune Viktor Orbán qui a pu, de par son passé, faire valoir ultérieurement ses états de service lorsqu'il s'est lancé en politique pour devenir Premier ministre en 2000 et le rester jusqu'à nos jours avec une interruption de 2002 à 2010. Les élections de printemps 2022 ont montré qu'avec son parti, le Fidesz, il a réussi à marginaliser l'opposition. Orbán a institué dans son pays un régime qu'il qualifie lui-même d'« illibéral » mais qui bénéficie d'un large soutien dans l'opinion publique. Il a su mobiliser les démons du passé de son peuple. Il a fallu l'expérience de seize ans d'abus de pouvoir pour que

S'ensuit dorénavant un dialogue assez intense entre la Commission européenne et un nouveau gouvernement hongrois devant faire face à un héritage difficile, une machine administrative à reconstruire, de multiples défis et une population en attente de résultats. Budapest a un besoin urgent des fonds européens gelés. Bruxelles quant à elle a besoin de voir des réformes se concrétiser. Un exercice nécessitant de grandes qualités de jugement et d'imagination politique qu'il ne faut rater à aucun prix. ■



© Adobe Stock - Map of Hungary par Katarzyna

Is Britain considering a return to the EU ?



© Adobe Stock - Naem 2.0

by Richard Corbett

Former MEP for Yorkshire and Humber who served as leader of the Labour MEPs between 2017 and 2020. As a former EU staff member, he is also member of AIACE-BE. Thanks and acknowledgements for this article to Encompass.

No one should be surprised by the growing number of voices calling for Britain to return to the EU, or at least to accelerate and deepen the «reset» currently underway. There are four sets of reasons for this.

Economic

Brexit has turned out to be even more costly than anticipated. Two years ago, the OBR¹ (the UK's official economic forecast office) reckoned that Britain's economy was some 4% smaller than it would have been had it remained in the EU. Now, the latest calculations by several academic and independent institutes estimate the figure to be even higher. Chancellor Rachel Reeves spoke of 8% in her Mais Lecture in March. Such an economic loss has consequences. It would have produced an extra £80 or £90 billion every year in tax revenue. Britain's fraught debates on the govern-

ment can afford to spend would be very different! The government is seeking to attenuate the economic damage of Brexit by aligning with EU single market standards and rules in various sectors, to cut red tape, paperwork and border inspections. It is starting with agriculture and energy, hoping to move on to other sectors such as chemicals and pharmaceuticals. This is sensible. But it is slow, won't change the economic dial for years, and if it succeeds will align Britain with EU rules on which it has no say when the EU wants to change them, virtually turning the UK into a non-voting member of the EU. Many are beginning to ask why not go the whole way and get Britain's seat back at the table where decisions are taken that will in any case affect it.

Geopolitical

With Putin on one side and Trump on the other, it is becoming more obvious by the day that the interests and va-

lues of Britain and its neighbours converge. And Britain can certainly no longer rely on a supposed « Special Relationship » with the United States, a notion given its last rites by Trump. Others seem to be reaching the same conclusion. Iceland is to hold a referendum in August on applying to join the EU. In Norway a debate has started. Every country in the western Balkans wants to join (some are already deep into their accession negotiations), as do Ukraine and Moldova. If Britain stays out it will look isolated and irrelevant on the world stage.

Britain can certainly no longer rely on a supposed « Special Relationship » with the United States.

Public opinion

Despite predictions that the British public would rally behind Brexit once it happened, the opposite has happened. The YouGov opinion poll of February 2026 indicated that of those who have reached a view (i.e. taking away the don't know/don't care/don't vote), 64% would vote to rejoin the EU.

¹ Office for Budget Responsibility

Significantly, this shift has been gradual but relentless. It is driven partly by demographic factors : the age profile of how people voted in 2016 was such that, 10 years later, even if nobody had changed their mind, there would be a majority in favour of EU membership. But it is also driven by those Leave voters who were not gung-ho Brexiteers realising that Brexit bears no resemblance to what was promised. They were told that it would be easy, save lots of money (that would all go to the NHS), and keep our access to Europe while securing wonderful new trade deals across the planet. None of this has materialised. A significant number of Leave voters have therefore changed their view, especially, if they work in a sector that has been particularly affected, or if they have been irritated by the multiple little things that Brexit has made more difficult, from ordering small packages abroad to joining the longer non-EU queue at border checkpoints if they travel. Neither of these two drivers of the shift in opinion - demography and changing minds - is going to go in reverse. The 62% will rise relentlessly to 64%, 66%, 68% . . . This will make it easier for Labour to be less cautious. Already, the Greens and the Liberal Democrats (and the Nationalists in Scotland and Wales) are alert to this and are trying to out-flank Labour on this issue. Labour has lost far more voters to them than to Reform and is increasingly aware of the danger.

Positive signals from Europe

While some have claimed that the EU would not want Britain back, recent signals indicate that it would be welcome. Polish Prime Minister



© Adobe Stock - Electric Egg Ltd.

Donald Tusk told Keir Starmer in January that he was « dreaming of a Breturn ». Finnish president Alexander Stubb, in his Chatham house lecture in March, said that « Brexit was a colossal mistake, and the UK should rejoin the European Union ». Spanish Prime Minister Pedro Sanchez told The Rest is Politics podcast that he would « definitely like to have the UK back on board in the EU. I think societies can make mistakes, but they can also correct those mistakes ». This is not just about sympathy for Britain. It's in the EU's interest too. Losing a member for the first time in its history - and a major one at that - was not a good look for the EU. For it to return would underscore the EU's value. Brexit also hurt the EU economically (albeit not as badly as for Britain) and geopolitically. There would be a degree of good will and flexibility in any negotiation on a full UK return - more than on the small steps currently envisaged which some regard as British cherry-picking.

*Losing a member
for the first time
in its history - and a major
one at that - was not
a good look for the EU.*

So, all in all, those, like the Mayor of London Sadiq Khan, who said that « rejoining the EU is now clearly in our national interest », are not outliers on the fringe of the debate but reflect significant shifts in the calculations of what is in Britain's (and Europe's) interest, supported by a growing proportion of the public. Ten years on from the referendum, won by a narrow majority on the basis of a pack of lies, it is time to reopen this debate. As one of the leading Brexiteers (David Davis) once said : « If a democracy cannot change its mind, it ceases to be a democracy ». ■

La candidature islandaise et l'aggiornamento de l'UE



par Jean-Guy Giraud

Ancien conseiller du président du PE, secrétaire général de la Cour de Justice puis du Médiateur de l'UE, directeur du Bureau du PE en France, ancien président de l'UFE-France. Créateur du blog « Les Amis du Traité de Lisbonne ».

Uni. Au surplus, l'Islande bénéficie d'un régime politique stable et consensuel doté d'institutions démocratiques solides. Selon les derniers sondages, l'opinion serait assez nettement favorable à la perspective d'adhésion à l'UE.

Au total, l'adhésion de l'Islande à l'UE peut donc être considérée comme une évolution plutôt « naturelle » voire même tardive. Il est clair qu'elle a été surtout déclenchée par des facteurs géopolitiques aussi brutaux qu'impératifs tenant à la menace russe et au désengagement américain. De par sa situation géographique le long du détroit de l'Arctique, le pays se trouve à la fois exposé et isolé. Le risque de rupture de ses relations - vitales - avec le continent européen justifie pleinement une plus forte intégration au sein de l'UE.

© Adobe Stock - Marc Jedamus

L'Islande deviendra-t-elle le 28^{ème} État de l'UE dans un proche avenir ? Comme cela était prévisible, le Gouvernement a annoncé son intention d'organiser le 29 août prochain un référendum sur la (ré-)ouverture de négociations d'adhésion.

Une candidature « naturelle » ...

En 2009 (dans le contexte d'une grave crise financière), l'Islande avait déposé une première candidature suivie de négociations ayant permis de franchir une bonne partie des « chapitres ». Ces négociations avaient toutefois été interrompues par le Gouvernement en 2013 et la candidature formellement retirée en 2015. Si une nouvelle candidature était déposée puis acceptée par l'UE en 2026 ou 2027, les différentes étapes pré-adhésion pourraient être franchies assez rapidement menant à un accord qui devrait être ensuite confirmé par un second référendum. Notons tout de même au passage que, du côté de l'UE,

cet accord devrait être ratifié par tous les États membres « selon leurs règles constitutionnelles respectives » ce qui pourrait impliquer un référendum dans certains États membres (dont la France) ainsi que des difficultés du côté des « usual suspects » (Hongrie, Slovaquie, ...) L'adhésion de l'Islande ne poserait pas en soi de problème majeur dans la mesure où une partie des négociations a déjà été effectuée et où ce pays est très largement intégré dans d'autres structures européennes telles que le Conseil de l'Europe, l'OCDE, l'AELE, l'EEE, l'Espace Schengen ... Doté d'un vaste territoire de 100.000 km² mais avec seulement 400.000 habitants et un PIB par personne élevé, le pays effectue déjà plus des 2/3 de ses échanges avec l'UE. Son économie repose principalement sur deux secteurs, les services financiers et la pêche. Lors des précédentes négociations, c'est la question de la pêche qui s'était avérée la plus délicate, essentiellement du fait des réticences du Royaume-

Selon les derniers sondages, l'opinion serait assez nettement favorable à la perspective d'adhésion à l'UE.

... ouvrant la voie à une UE « complète » ...

L'Islande pourrait ainsi, dans un proche avenir, devenir le 9^{ème} candidat officiel¹

¹ à la suite des 6 États des Balkans ainsi que l'Ukraine et la Géorgie



© Adobe Stock - jendrabirbir

à l'adhésion d'une UE ainsi portée à ... 36 États membres. À l'exception de la Norvège, de la Suisse et bien sûr du Royaume-Uni², l'UE serait ainsi à l'horizon 2030 en passe de couvrir l'ensemble du continent européen. On ne peut évidemment que se réjouir d'un tel succès du « modèle » créé en 1952 et de la perspective économique de complétude du grand marché européen. Sur le plan géopolitique, l'achèvement de la création d'un bloc européen face aux trois autres grands blocs mondiaux constitue également un développement positif.

... exigeant un aggiornamento politique ...

D'autre part, cette accélération du processus d'élargissement de l'Union va contraindre ses dirigeants à affronter ouvertement la question de la cohésion et de la solidité politiques d'un « bloc » encore fragile. Dans le nouveau contexte international qui se dessine, l'Union doit impérativement devenir une véritable puissance, dotée notamment d'une politique étran-

gère et d'une défense communes. Une telle mutation exige une réforme « lourde » en matière de transferts de compétences et de renforcement des processus décisionnels. On voit mal comment cet aggiornamento pourrait être reporté ou effectué « en marge » de négociations d'adhésion.

... selon une procédure déjà engagée

Or, il se trouve qu'une telle réforme est déjà en marche, en application stricte des règles fixées par l'article 48 du Tribunal de la Fonction Publique Européenne :

- Le Parlement européen a soumis au Conseil en 2022 et 2023 une proposition officielle de révision des traités
- Le Conseil est dans l'obligation de la transmettre au Conseil européen - ce qu'il ne semble pas encore avoir fait
- Le Conseil européen pourra, sur cette base, prendre « une décision favorable à l'examen des modifications proposées », décision prise à la majorité simple de ses 27 membres
- Le président du Conseil européen devra alors convoquer une Convention composée des représentants des parlements nationaux, des gouvernements, du Parlement européen et de la Commission

- Cette Convention sera chargée d'examiner les projets de révision et d'adopter « par consensus une recommandation »
- Cette recommandation sera soumise à une « conférence des représentants des gouvernements en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter aux traités ».

En résumé, la première étape - voire aussi la seconde - sont franchies. La troisième peut l'être dès lors qu'au moins 14 États membres en décideront ainsi. Les trois autres devront suivre quasi automatiquement. C'est à partir de là que les véritables difficultés se présenteront pour obtenir l'accord des 27 gouvernements et les ratifications de chacun par leurs procédures constitutionnelles respectives. En réalité, le sort de l'entreprise se jouera principalement au sein de la Convention en fonction de sa capacité à faire émerger un « consensus » accepté et soutenu par tous ses participants parlementaires et gouvernementaux.

La candidature de la « petite » Islande sera-t-elle - ironie de l'histoire - l'élément déclencheur de l'aggiornamento de l'UE lui permettant de renforcer ses structures pour faire face à un nouveau contexte international ? Paradoxalement, cela dépendra surtout - autre ironie de l'histoire - de facteurs aussi exogènes qu'imprévisibles : l'évolution des politiques que mèneront à court et moyen terme les autocrates qui dirigent les trois grands blocs continentaux rivaux de l'Europe. Mais c'est précisément pour s'en prémunir que la « grande Europe » doit se mettre en ordre de bataille. ■

² une candidature de la Norvège - pour des raisons similaires à celles de l'Islande - n'est pas à exclure. La Suisse vient de franchir une nouvelle étape en renforçant ses liens économiques avec l'UE. Le Royaume Uni tente de renouer progressivement des liens coupés par le Brexit.



▲ Discussion entre Friedrich Merz, Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen (de gauche à droite) © 2025 Photographe : Dati Bendo

Deux nations réconciliées

La réconciliation entre les anciens « ennemis héréditaires » est une affaire entendue. Elle a été initiée par Robert Schuman, père de la construction européenne, et a fait l'objet du Traité de l'Élysée conclu en janvier 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer en tant que traité d'amitié entre la France et la République fédérale d'Allemagne de l'époque. L'Office franco-allemand pour la jeunesse a été mis sur pied en même temps dans le but de resserrer les liens entre les jeunes des deux pays. Depuis 2003, France et Allemagne tiennent périodiquement des conseils de ministres communs qui préparent notamment les réunions des sommets européens. La Journée de l'amitié franco-allemande est célébrée chaque 22 janvier.

Les sondages montrent que, des deux côtés du Rhin, les citoyens estiment très majoritairement que le « moteur » franco-allemand est important pour l'avenir de l'Union européenne. Des relations cordiales se sont établies entre le chancelier Friedrich Merz et le président Emmanuel Macron. Merz, un rhénan catholique et européen convaincu, est le lointain successeur d'Adenauer et adepte,

d'avantage que son prédécesseur Scholz, de l'idée de souveraineté européenne chère à Macron. Il est d'usage de dire que l'Europe ne peut avancer que si les deux pays jouent la même partition. Il est donc intéressant de voir si c'est bien le cas.

Parfois ça coince

Sur le plan de l'enseignement de la langue du partenaire de part et d'autre, le tableau laisse à désirer, l'anglais occupant toujours la place prédominante. Mais ce n'est peut-être pas la chose la plus importante. Au plan international, les deux exemples suivants montrent que tout ne va pas de soi. Le Mercosur, cet accord de libre-échange entre l'Union européenne et quatre pays d'Amérique latine dont le Brésil et l'Argentine, suscite l'ire des agriculteurs français craignant l'invasion de nos marchés par les produits sud-américains, alors que l'Allemagne, grande exportatrice de produits manufacturés, est très favorable au projet d'accord. Les exécutifs réciproques épousent les positions de leurs milieux économiques. Les positions paraissent irréconciliables. Un autre point de friction est l'ambitieux projet FCAS (Système de combat aérien du futur, Future Combat Air System) porté par la France, l'Allemagne et l'Espagne, dont Dassault, pour la France, revendique la direction exclusive, en désaccord avec l'Allemagne.

Convergences

Ces deux exemples illustrent ce que nous appelons les « ratés » du moteur franco-allemand. Ils ne doivent cependant pas cacher les nombreux points d'accord entre les deux partenaires. Ainsi ils ont décidé de ne pas faire partie du Conseil de la paix que Donald Trump entend mettre en place pour superviser la reconstruction de la bande de Gaza. De façon générale, ils s'opposent ensemble aux décisions du président américain consistant à utiliser l'augmentation des droits de douane comme instrument de sa politique commerciale et n'ont aucune sympathie pour la plupart des initiatives de Trump. Le chancelier Merz, qui semble n'avoir rien d'un pacifiste, a même proposé que la France partage avec son pays la dissuasion nucléaire française. Concernant le soutien à l'Ukraine, les deux dirigeants sont en accord complet. Précisons que, lorsqu'il s'agit de faire face à des crises, le système présidentiel français laisse au président une marge de manœuvre supérieure à celle dont dispose le chancelier, qui doit tenir compte des positions de ses ministres voire de son parlement.

Le rêve de Robert Schuman d'une entente durable entre les deux nations après des antagonismes séculaires s'est réalisé. Cette entente n'exclut pas les divergences, non évoquées ici, en matière de politique économique et financière. Mais une bonne entente entre les dirigeants permet d'arrondir beaucoup d'angles. ■

Victor Hugo et l'Europe

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction

Victor Hugo, monument du dix-neuvième siècle

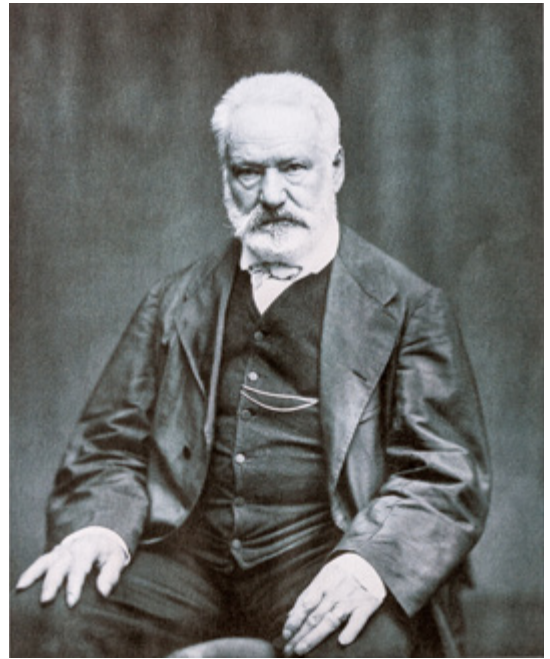
Faut-il encore présenter Victor Hugo (1802-1885) ? « Ce siècle avait deux ans. . . », ainsi commence le poème d'inspiration lyrique typiquement hugolien, publié par le jeune Victor Hugo en 1831 pour glorifier sa naissance en l'An II du siècle. Il deviendra un monument de la littérature française. Dans sa jeunesse, au moment des événements de 1830, il était encore monarchiste, mais par la suite il s'affirmera comme le chef du mouvement romantique et épousera des idées républicaines. Dès 1841, il fut élu à l'Académie française, qui le consacra comme grand poète. 1843 fut une année-charnière dans sa vie avec ses problèmes conjugaux et surtout la mort accidentelle de sa fille bien-aimée Léopoldine. En tant que républicain, il s'opposa à Napoléon III et partit en exil d'abord à Jersey, puis à Guernesey. En septembre 1870 il revint en France, auréolé du symbole de la résistance républicaine à l'Empire napoléonien. Il fut élu député de Paris, puis sénateur. Le pays lui fit des funérailles nationales.

Le prédécesseur

Le Victor Hugo qui nous intéresse ici est le véritable visionnaire de la construction européenne qu'il a été. On a dit de lui qu'il fut le « grand-père » de l'Europe, avant les Schuman et autres, « pères » de l'Europe au vingtième siècle. C'est lui qui lança le concept d'États-Unis d'Europe et c'est la vague révolutionnaire de 1848 qui changea la donne. En 1849 se réunissait un Congrès de la Paix devant lequel Hugo tint un discours enflammé en affirmant que désormais la guerre en Europe serait « absurde et impossible ». Il y aurait un jour un grand Sénat européen. Puis, en juillet 1851, devant l'Assemblée législative, Victor Hugo formula explicitement son idée d'États-Unis d'Europe.

Une Europe concrète et d'avant-garde

Ce qui est intéressant, c'est que, dès cette époque, Hugo exposa une idée qui fera son apparition un siècle plus tard avec la devise de l'Union européenne « Unis dans la diversité », symbole du rassemblement des Européens en faveur de la paix et de la prospérité. Victor Hugo était certes un idéaliste mais il serait excessif de le qualifier de rêveur. Selon lui, le continent européen est celui d'un seul peuple avec des nationalités ayant



© Adobe Stock - califas

leur vie propre et l'inévitable avenir de l'Europe est la fédération. Il voyait d'ores et déjà une « monnaie continentale ».

En 1851, Victor Hugo formula explicitement son idée d'États-Unis d'Europe. En 1855, il parla d'une Europe politique, pacifique, économique, commerciale, libre-échangiste et monétaire avec un Parlement élu au suffrage universel.

En 1855, Hugo devint encore plus précis. Alors qu'on fêtait l'anniversaire de la révolution de février 1848, il parla d'une Europe politique, pacifique, économique, commerciale, libre-échangiste et monétaire avec un Parlement élu au suffrage universel. La guerre franco-prussienne de 1870 vint évidemment tempérer quelque peu son optimisme mais pas sa croyance en une Europe unie, seule voie vers une « république universelle ». Notons que l'Europe telle que la voyait Victor Hugo s'étendait jusqu'à la Russie.

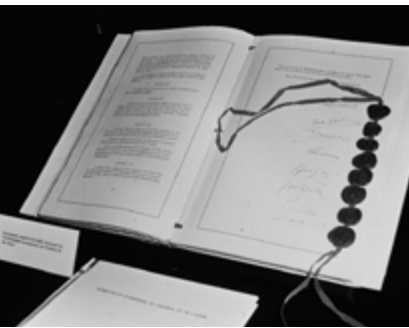
L'Europe hugolienne resta une utopie, elle sera victime de deux conflits mondiaux sanglants et de dictatures inspirées par des idéologies meurtrières qui ont failli tuer dans l'œuf le fabuleux concept de Victor Hugo que les vrais pères de l'Europe ont eu le courage, la clairvoyance et la détermination de reprendre à leur compte. ■

Why did the EU forget to celebrate the European Community's Birthday?

Europe was born 75 years ago when another war was the common expectation. Why did European politicians this year bury any trace of this epoch-changing event of reconciliation? Europe's innovative governance system has to date saved millions of lives because no further war occurred in Western Europe after World War 2.

by David Heilbron Price

Formerly a scientific official at the Joint Research Centre, journalist at eurDemocracy, author of books on Robert Schuman and editor of the Schuman Project.



© European Communities, 1951

All five of the European institutions in operation today were born that day in Paris, 18 April 1951. The press witnessed the signatures in the French Foreign Ministry. This year should have been the year of festivities as the European Community celebrated its 75th Birthday. Instead, the European Union, as the transformed entity to the European Community, chose to pass over this birth history in silence.

Birth of what?

The European Commission was created firstly under the name of High Authority. A supranational body, it was designed to be totally impartial as the arbiter between democracies in the strategic coal and steel sector. The European Parliament was created as the European Assembly. It was scheduled to be elected, based on full universal suffrage of the peoples. The

Consultative Committee provided a balanced, tripartite legislative forum for industrialists, workers and consumers. Relevant European organisations were to create a brains trust to inform and provide opinions for the High Authority. They were to elect

their members every two years. Its role was later continued in the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions of the Rome Treaties. The Court of Justice was formed to guarantee rights of individuals, organisations and States according to the Treaty. The organisation of the Court and the duties of the seven judges were laid out in the main treaty and a protocol. The Council of Ministers provided for harmonisation of the national interests of democratic Member States. It exchanged information with the High Authority. The deliberations and legal opinions on proposals were to be published.

All these bodies were born at the same strokes of the pens of

- Robert Schuman of France,
- Konrad Adenauer of West Germany,
- Count Sforza of Italy,
- van Zeeland and Meurice of Belgium,
- Stikker and van den Brink of the Netherlands,
- Joseph Bech of Luxembourg.

Thanks to the European Community's supranational synergies, Europeans effectively banned war between Member States. Millions of lives have been saved over the last three-quarters of a century. Europeans gained new freedoms, safeguarding the future from bloodshed, and providing freedoms of speech, religion and trade. The Community targeted these previous causes of war and discrimination. It turned them into assets.

«We must construct Europe, not in the interests of the free peoples alone but also to be able to welcome in it the peoples of the East.»

Robert Schuman

Europe divided and united

Schuman provided a plan to unite the whole Continent. Free speech in a European Assembly would dissolve the corrosive ideologies of Nazism and Communism. Human rights would be reinforced by law and public opinion. Trade of strategic materials would benefit wider construction, boosting employment. Europe, based on its foundational Judeo-Christian culture, could unite from the Iberian South to the high North of Russia. Both Adenauer and Schuman saw this happening before the year 2000 with the inevitable collapse of the Soviet Union. Schuman warned younger politicians: 'It is our duty to be ready!' He said: 'We must construct Europe, not in the interests of the free peoples alone but also to be able to welcome in it the peoples of the East who, freed from the repression that they have been subject to until the present, will ask to join and for our moral support.'

A few years ago, Brussels spent millions of euros celebrating the much later Common Market. Its institutions were founded, not by the 1958 Treaty of Rome, but by the Treaty of Paris in 1951. Its architect, Robert Schuman, said that this created Europe as a governmental entity. It hadn't previously existed.

The founding treaty had a far more important task: to bring peace to the entire Continent. The Treaty of Paris reconciled France, Germany, Italy, Belgium, the Netherlands and Luxembourg. It created a solidarity of fact and common democratic management of the strategic materials of war, steel and energy, then primarily coal. The European peace process prospered. So did the economies. It fulfilled its promise of the Schuman Proposal to 'make war not only unthinkable but materially impossible.' It gave western Europe the longest period of peace in its entire, recorded, two-millennium history.

Over the following decades the peace process expanded. The UK, Ireland and Denmark, Greece, Spain, Portugal, Austria, Finland and Sweden joined their voices for peace. Central and Eastern European



▲ Photo de famille des signataires du Traité de Paris, de gauche à droite: Paul van Zeeland, ministre belge des Affaires étrangères; Joseph Bech, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères; Joseph Meurice, ministre belge du Commerce extérieur; Carlo Sforza, ministre italien des Affaires étrangères; Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères; Konrad Adenauer, chancelier fédéral allemand; Dirk Stikker, ministre néerlandais des Affaires étrangères; et Johannes van den Brink, ministre néerlandais des Affaires économiques © AP - Rétrocession de l'image par des tiers non autorisée

nations were freed from Soviet dominance. Cyprus and Malta joined and expanded the Community to the far reaches of the Mediterranean.

Do Europeans have faith in Brussels today?

The important question is: are our politicians faithful to the Schuman plan for peace? Great public enthusiasm greeted the inauguration of the five bodies that helped unite Europe in peace. The founder nations had agreed to a democratic Community with a governance system involving elections, transparency and human rights. A birthday is the occasion for friends and colleagues to reflect and celebrate accomplishments and achievements.

Five bodies have their own experiences to tell the public. However, the five bodies somehow coordinated to keep silence about this. Birthday celebrations were ignored. Achievements were not extolled by any of these supposedly independent bodies.

While this year, America celebrates its achievements of the 250 years since 1776, many people will ask, why is Europe silent? What is the answer? ■

The founding treaty had a far more important task: to bring peace to the entire Continent.

La neutralité, une idée d'avenir ?



© Adobe Stock - PX Media

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

le gouvernement allemand n'aurait jamais dû autoriser à ses militaires, ce qui relativise la pertinence du « *si vis pacem para bellum* », parce qu'il y a deux manières de préparer une guerre : l'une est d'en faire une impossibilité, l'autre de la rendre inévitable, ce qui se confirme en juillet 1914. Ainsi la garantie octroyée à la Belgique est devenue, selon le chancelier impérial Bethmann-Hollweg lui-même, un « *chiffon de papier* ».

En réaction aux innombrables guerres qui ont dévasté l'Europe depuis des siècles, plusieurs États ont eu la tentation de proclamer leur neutralité et de la faire reconnaître par leurs voisins dans la durée. Quelques-uns y sont parvenus, dont la Confédération helvétique. Cette option est-elle encore d'actualité, notamment pour les pays qui sont actuellement en situation d'insécurité dans l'Union européenne et dans son voisinage ?

Avant 1945, les risques de la neutralité

En 1830, la volonté quasi-unanime des Belges de rompre l'union avec les Pays-Bas qui leur a été imposée en 1814, ouvre une crise internationale qui aurait pu faire basculer à nouveau l'Europe dans une série de guerres générales. Elle est évitée par l'un des compromis les plus heureux de l'époque, la neutralisation de la Belgique. Selon l'historien Henri Pirenne, le fractionnement d'un royaume (équivalent au Benelux d'aujourd'hui) qui devait servir de barrière à l'expansionnisme français a été compensé par la création d'un État neutre, garanti par les puissances. Celui-ci y gagne l'une des plus belles périodes de prospérité de son histoire et l'Europe en retire une assez longue phase de paix relative.

Malheureusement, la violation de la neutralité belge est préméditée par le plan Schlieffen, que

La neutralité a aussi tenté des ex-républiques soviétiques avant que les révolutions de couleur ne les orientent aussi vers l'OTAN.

Cela ne va pas mieux par la suite, puisqu'en 1939, ceux qui croyaient aux vertus de la neutralité sont envahis dès le début de la guerre, soit par l'URSS, soit par les puissances de l'Axe. Le groupe des neutres se reforme quand même après la guerre : si les pays du Benelux, le Danemark et la Norvège préfèrent adhérer à l'OTAN, l'Irlande, la Finlande et l'Autriche s'y joignent. Ils sont accompagnés par un nouveau groupe de pays, qui se présentent comme *non-alignés* : la Yougoslavie, puis Malte et Chypre après leur indépendance. À l'exception de cette dernière, en dépit de la guerre froide, les neutres ont ainsi trouvé une place qui leur a assuré une existence prospère pendant plusieurs décennies.

Vers la fin de la neutralité ?

La fin de la guerre froide aurait pu multiplier le nombre des neutres et plusieurs tentatives sont allées dans ce sens. Après l'ouverture du mur de Berlin, la création d'une deuxième Autriche a été évoquée, afin d'éviter à l'ex-RDA d'être inclus dans le périmètre de défense OTAN. Afin de ne pas fâcher la Russie, on a aussi pensé orienter plusieurs

ex-démocraties populaires vers ce statut. Mais cette évolution a été enrayée par la volonté des peuples, notamment en Pologne et dans les Pays baltes, d'assurer leur sécurité à travers l'Alliance atlantique, qui l'est devenue de moins en moins, aucun des nouveaux membres n'étant riverain de cet océan. La neutralité a aussi tenté des ex-républiques soviétiques (l'article 11 de la Constitution moldave la proclame), avant que les *révolutions de couleur* ne les orientent aussi vers l'OTAN, ce qui était officiellement l'objectif de la Géorgie, avant sa normalisation par un oligarque proche du Kremlin.

Le neutralisme aurait-il dit son dernier mot ? Il s'est trouvé de bons esprits pour penser que la volonté du Kremlin de se doter d'une « *buffer zone* » dans son étranger proche (qui est aussi celui de l'UE) aurait dû être prise en compte de cette manière : il en aurait résulté une vaste zone neutralisée entre l'UE et la Russie, ce qui aurait peut-être rendu sans objet la guerre en Ukraine. Mais il faut se souvenir que cette option n'a pas suscité un grand intérêt : d'une part, la Russie n'est pas disposée à évacuer les garnisons qu'elle a maintenues dans ses ex-Républiques fédérées, notamment à Sébastopol ; d'autre part, l'Occident estime qu'il appartient aux « nouveaux États indépendants » de choisir librement leurs alliances, plutôt que d'être contraints à la neutralité, comme cela a été le cas de la Finlande (de 1948 à 2023) et de l'Autriche (depuis 1955).

Par ailleurs, au cours des années 1990, la Suisse s'est longuement interrogée sur la compatibilité entre l'adhésion à l'UE et le maintien de sa neutralité. À la différence de l'Autriche qui a adhéré en 1995, plusieurs de ses votations l'ont maintenue hors du marché unique européen. Mais en 2008, son entrée dans l'espace Schengen a montré que la crainte de l'isolement était plus forte que celle de se départir d'une conception stricte de la neutralité. En raison de la guerre en Ukraine, l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN est-elle la preuve que la neutralité n'est plus porteuse d'un supplément de sécurité ?



© Adobe Stock - PX Media

Quel avenir pour la neutralité ?

Dans le contexte de dégradation des relations internationales provoquée par le révisionnisme de plusieurs pays (la Russie de Poutine, la Turquie d'Erdoğan et même l'Amérique de Trump), la neutralité présente des risques évidents. Comme dans les années 1930, dans le chaos d'un monde de carnivores, elle n'a pas beaucoup de chances d'apporter la sécurité aux petits herbivores.

La Suisse s'est longuement interrogée sur la compatibilité entre l'adhésion à l'UE et le maintien de sa neutralité.

Cependant, la neutralité n'a peut-être pas dit son dernier mot. Dans un Orient dévasté, ravagé par le fanatisme, ne serait-il pas le seul moyen d'assurer un minimum de coexistence entre des factions irréconciliables ? Après des décennies de guerre ingagnables et en comptant sur la lassitude des peuples, peut-on espérer qu'il apparaîtrait comme la moins mauvaise solution pour mettre fin à des affrontements sans solution ?

Un autre facteur favorable pourrait aussi apparaître à terme : le monde vieillit, les taux de fécondité diminuent un peu partout. Dans des pays qui vont bientôt compter 20 à 30% de plus de 65 ans, sera-t-il encore possible de mobiliser des jeunes de moins en moins nombreux pour faire des guerres sans fin ? Il serait alors tellement plus confortable de se déclarer neutre ! ■

War, Waste, Wealth, Wellbeing

Irrespective of its outcome, conflict in the Middle East has already wreaked damage with fundamental long-term consequences. Even energy self-sufficient America faces trouble. Even when the guns fall silent, the embers glow, ready to flare up at the slightest provocation. Now we try to measure and repair the consequences. Asia (not yet China), Africa and Europe suffer most.

by **Robert Cox**

Member of the Editorial Committee



© Adobe Stock - BOTAHRY DEK

Recovery slashed

When Israel and its US mercenary unleashed their latest Middle East war the world economy was becoming more robust. Europe's economy too was perking up. By late March, the International Monetary Fund (IMF) and European Central Bank (ECB), were both forecasting little to no growth this year in Europe. EU oil and gas prices had risen by 60-70 per cent since the conflict started. The first 30 days of warfare alone added €14bn to the EU's fossil fuel import bill. Indicative of the scale of the economic impact. And harbinger of the economic, financial, political and social challenges that are coming.

How much worse has Europe's dependence on imported fossil fuels become? How can we reduce it? Your correspondent is grateful to Eric Albert for his impressive analysis in *Le Monde* of March 23, particularly on the vital

gas sector. In 2025 31% of our gas came from Norway, 27% from the US, 12% from Algeria - and still 13% from Russia. Twelve percent came from beleaguered Qatar. True, last year we burned 18% less gas than in 2021. Partly because heavy industries were still flat after the 2021-2 shock. Our gas stocks are at around 30% capacity as winter ends. Now, virtually half of our electricity is generated by renewables, including nuclear. The situation varies widely from one country to another. But power prices are stubbornly high as markets set electricity price in relation to the so-called marginal gas price reference.

As for oil, our needs have slimmed from 2022 peaks. The United States supplies 15% of it, Norway 14%, and Kazakhstan 13%. The rest comes from a wide variety of sources. Long-term supply contracts smooth price shocks a bit. But ultimately world price levels dictate. And right now harsher competition between energy traders prevails.

In a nutshell: we have cut our relative import dependence for energy but are still highly dependent both on volatile physical supplies and are vulnerable to equally volatile prices set in global markets in response to real or perceived supply with elements of speculation, profit-taking and price rigging. There are few friends in this business.

Taming the power beast

How reliable are our imported energy sources? Qatar's gas production capacity will take months, if not years, to repair. A big query hangs over US supplies. US exporters

Qatar's gas production capacity will take months, if not years, to repair.

have already diverted some Europe-bound shipments to Asia. And US gas supplies to Europe face another threat. They are politically linked with wider EU-US trade tensions. The European Parliament conditioned acceptance of the contested « Turnberry » trade deal struck last summer between presidents von der Leyen and Trump. This promised \$750 billion worth of EU purchases of American gas. In March US ambassador to the EU, Andrew Puzder, chose to cast doubt over US willingness to supply gas to the EU if the trade deal was threatened. Blackmail in anyone else's language, against the background of an increasingly unhappy Atlantic Alliance.

Fatih Birol, Executive Director of the Internal Energy Agency, told the *Financial Times* on April 6: countries will pour money into nuclear power again; they'll think twice about relying on natural gas; consumers ponder about their choice of motor car; trade relations are [up for scrutiny]; renewables will get another push; but coal is the big winner.

So - speed up the transition to renewables? Or, as some advocate, accelerate the transition towards power from (futuristic) nuclear fusion? Ultimately, yes. With the best will in the world these are long-haul processes. At least the jump in oil and gas prices give a market advantage to ever cheaper renewables. Ironically, for many in industry and elsewhere in the economy, this has become an argument for slowing down the process of the transition away from fossil fuel dependency. Do we try harder to curb energy demand? Is our use and distribution of energy rational enough? How do we respond to citizens noisily banging at the door?

Squeezed on many fronts

For European policy-makers economic, fiscal and public pressures multiply. Governments'



© Adobe Stock - Rayhan

scope for holding down prices, thus inflation. But persistently opinion polls show cost of living worries as high on citizens' agenda. Cash-strapped governments cannot throw money at the problem. Fuel price caps only weaken incentive force of higher prices to discourage consumption. A further danger is that in times of crisis untargeted, across-the-board measures to ease citizens' losses are neither fair nor efficient. Meanwhile the classical guns versus butter conundrum gets more acute as Russia's obstinately acute threat demands European re-armament, while Europeans shopping bags diminish.

The energy crisis, curbing growth, pushing up prices and exploding public debt service costs, casts further shadows over two key European public processes: inciting greater competitiveness; decisions due on the MFF - *Multi-annual Financial Framework 2028-2035* -, now under strenuous debate, and which sets the parameters for the European Union's health, development and credibility to come. Distraction from pursuit of greater competitiveness and improving the Single Market is not what Europe needs to ensure longer term solutions to this crisis. Political courage and cool nerves will be much in demand. ■

Accelerate the transition towards power from (futuristic) nuclear fusion? Ultimately, yes.

De l'anesthésie à une transition robuste



© Adobe Stock - CURIOS

Le changement climatique, la destruction de la biodiversité sont quasi insaisissables pour nous, habitants du « Nord global ». Ce type de phénomène planétaire peut s'appeler, selon le philosophe californien T. Morton, un « hyperobjet » : une entité si massivement distribuée dans le temps et l'espace qu'elle défie notre compréhension humaine traditionnelle. Traité par les scientifiques, cet hyperobjet devient une abstraction ; traité par le projecteur des médias, il devient un spectacle de drames fugaces.

Pourtant, la matérialité de ces hyperobjets commence à s'insérer par fragments dans notre quotidien : épisodes de canicule, rupture d'approvision-

nements temporaires pour tel ou tel aliment, orages hyperviolents, gouttes froides tardives, insectes qui se raréfient sur notre pare-brise, oiseaux plus rares etc. En privilégiant le récit d'une « transition énergétique, soit l'idée d'un passage successif et tranquille d'une énergie à l'autre (du bois au charbon, puis au pétrole etc.), nous masquons la réalité matérielle fondamentale de notre histoire : celle d'une accumulation énergétique. Nous n'avons jamais abandonné aucune source d'énergie ; nous les avons empilées, alourdissant sans cesse l'empreinte matérielle de nos sociétés, puisque l'humanité est de plus en plus nombreuse et avide de consommer, souvent bien au-delà de ses besoins fondamentaux de sécurité, de logement, de nourriture, de relations et de loisirs.

Anesthésie des corps et polarisation

Des infrastructures coûteuses nous isolent des conséquences négatives de notre propre mode de vie. Bâtiments climatisés, habitacles insonorisés, chaînes d'approvisionnement mondialisées masquent les pollutions et pénuries locales. Cette bulle protectrice coupe les signaux d'alerte que l'environnement envoie. Ce privilège sensoriel du Nord global se bâtit sur la vulnérabilité imposée aux pays pro-

par Nathalie Vercrucy

Ingénieure de formation, diplômée en relations internationales, a travaillé à la Commission dans les domaines de la recherche et de la prospective. Membre de EU Staff 4 Climate, groupe proactif acteur de la transition écologique, au sein des institutions européennes.

ducteurs, essentiellement dans le Sud global. Ils sont les premiers capteurs de la toxicité de notre système économique. Cette anesthésie sensorielle de nos corps est à peine troublée par les catastrophes vues sur des écrans : nos sensations corporelles nous confortent dans l'idée que nous ne sommes pas et ne serons pas concernés.

Le dispositif scientifique ou militant risque de produire une lucidité paralysante : nous réalisons vite que les leviers d'action collective qu'on a organisés (tri de nos déchets, tomates sur nos balcons, vélo même sous la pluie etc.) sont dérisoires, même si nécessaires. Surinformés d'une lente dégradation en accélération, *les discours alarmistes induisent souvent fatigue et cynisme*. Nous préférons alors regarder ailleurs et jouir de notre confort, L'urgence vitale n'est pas pour nous ! On confond souvent la résilience et la robustesse. La résilience est la capacité à se relever après une crise alors que la robustesse consiste à ne pas laisser une crise changer le cours des choses. La marche vers la robustesse commence par

rendre lisibles nos dépendances matérielles : tracer les flux « métaboliques » de notre planète.

Comment rendre la transition robuste aux aléas extérieurs ?

Le monde est frappé par une crise énergétique majeure provoquée par la guerre au Moyen-Orient. Le groupe de réflexion The Shift Project a publié en avril 2026, le premier volet de son **Plan robuste pour l'économie française** sur les conditions permettant de mener à bien la décarbonation dans un contexte d'incertitudes.

Dans ce contexte énergétique et climatique contraint et à l'heure où les crises énergétiques frappent à nouveau violemment l'Europe, *la réussite de tout projet est conditionnée au succès de la décarbonation* : celle-ci redonne de la liberté d'action et devient une condition de notre souveraineté. Pour les énergies carbonées consommées dans l'UE, celle-ci

dépend à 74% de producteurs non-européens. Rappelons que la France, par exemple, reste dépendante à plus de 60% des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) pour sa consommation d'énergie finale. Au niveau mondial, la dépendance est d'environ 75%, à peine mieux que dans les années 80.

Pour éclairer le débat public, *The Shift Project*¹ apporte des enseignements et des propositions pour sécuriser la transformation de l'économie et rendre la décarbonation robuste aux aléas des vingt prochaines années. C'est la France qui est ici passée au crible, au niveau de ses flux de matières. Mais le principe pourrait s'appliquer à l'Union européenne.

À la lumière des incertitudes liées à la décarbonation - économiques, technologiques, compor-

¹ Un livre de synthèse, *Le plan robuste pour l'économie française*, sortira le 14 octobre prochain en librairie.

tementales et infrastructurelles -, émergent des enseignements et des propositions clés pour sécuriser la trajectoire de décarbonation dans les décennies à venir : vingt chantiers sont proposés. Pour chacun, la mobilisation d'experts a permis d'identifier les conditions de réussite et les vulnérabilités dans ces vingt secteurs. *Différentes trajectoires de décarbonation*, plus ou moins contraintes, ont été analysées afin d'identifier les stratégies les plus robustes.

Au niveau mondial, la dépendance aux énergies fossiles est d'environ 75%, à peine mieux que dans les années 80.

Pour pouvoir délibérer de notre avenir, il nous faut d'abord recouvrer ... une vision réaliste, basée sur les flux physiques ! ■



Dans les transports : déploiement du vélo, extension des transports en commun, généralisation de la voiture électrique sobre, massification du train, décarbonation de l'aérien (SAF et baisse du trafic), relance du fret ferroviaire, déploiement des camions électriques.



Dans le logement : rénovation des habitations, déploiement des pompes à chaleur (PAC).



Dans le numérique : maîtrise du déploiement des centres de données.



Dans l'industrie : production d'acier bas-carbone, production d'hydrogène bas-carbone, captage et séquestration de carbone (CCS).



Dans l'agriculture : transformation des systèmes d'élevage (baisse sélective des cheptels bovins), transformation de la gestion de l'azote (légumineuses), maintien et développement des puits de carbone naturels, agricoles et forestiers.



Dans l'industrie de l'énergie : prolongation du nucléaire historique et lancement du nouveau nucléaire (EPR2), déploiement des énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien terrestre, éolien en mer), déploiement soutenable des bioénergies.

L'IA à l'école en Belgique : entre promesses pédagogiques et réalité de terrain

« Il y a deux ans, lors d'une conférence consacrée à l'intelligence artificielle, j'avais avancé que deux domaines allaient être profondément transformés : la médecine et l'enseignement. Si les évolutions dans le domaine médical sont aujourd'hui largement visibles, celles qui concernent l'éducation sont plus diffuses, mais probablement plus structurantes à long terme. Depuis plusieurs années, j'enseigne dans le supérieur en Belgique, et j'ai fait le choix d'intégrer l'IA dans mes cours. Mon objectif était clair : anticiper, encadrer et transformer cet outil en levier pédagogique. Avec le recul, mon analyse s'est affinée. L'IA ouvre des perspectives réelles, mais elle met également en lumière des dérives préoccupantes. » Rudy Druine

Une intégration rapide, sans cadre pédagogique suffisant

L'intelligence artificielle (IA) générative s'impose aujourd'hui dans les pratiques éducatives à un rythme soutenu. Pourtant, cette adoption se fait souvent sans stratégie pédagogique clairement définie ni évaluation rigoureuse de son impact. Cette situation n'est pas sans rappeler l'introduction massive du numérique à l'école au cours des

années 2010. À l'époque déjà, des investissements importants avaient été réalisés sans toujours s'appuyer sur des fondements pédagogiques solides. Les résultats, dans plusieurs contextes, se sont révélés décevants. Aujourd'hui, le risque est similaire : adopter une technologie parce qu'elle est disponible, sans interroger précisément ce qu'elle apporte en termes d'apprentissage.

Un usage massif... mais rarement orienté vers l'apprentissage

Dans la pratique, une majorité d'étudiants utilise désormais l'IA. La question n'est plus de savoir si elle est utilisée, mais comment. Dans la plupart des cas, l'IA est utilisée pour produire rapidement un résultat, et non pour construire une compréhension. Environ 80 % des étudiants se limitent à un usage direct : poser une question, récupérer une réponse, et la restituer. Une minorité, de l'ordre de 20 %, adopte une démarche plus exigeante : vérification des informations, comparaison des sources, reformulation. Ces étudiants progressent réellement. Mais ils restent largement minoritaires. Ce déséquilibre interroge directement la finalité de l'apprentissage : produire un résultat ou développer une compétence.

Un impact cognitif à ne pas sous-estimer

L'un des enjeux majeurs concerne les effets de l'IA sur les processus cognitifs. Apprendre suppose un effort : analy-

par Rudy Druine

Ancien chef du secteur Exploitation et service de gestion des Ressources informatiques à la Commission.

Actuellement professeur d'informatique à l'Institut Supérieur Industriel de la Province du Hainaut.

ser, structurer, reformuler, mémoriser. Lorsque ces tâches sont externalisées, l'engagement intellectuel diminue. Des observations convergentes, tant issues de la recherche que du terrain, montrent que l'usage intensif de l'IA peut conduire à une réduction de la mémorisation et de la compréhension. Plus préoccupant encore, certains étudiants deviennent dépendants de l'outil et rencontrent des difficultés dès qu'ils doivent travailler sans assistance. Ce phénomène s'explique simplement : le cerveau se développe par l'exercice. En réduisant cet effort, on affaiblit progressivement les compétences qu'il est censé construire.

Un outil puissant mais intrinsèquement imparfait

Il est également essentiel de rappeler que l'IA n'est ni neutre ni infaillible. Les systèmes génératifs reposent sur des modèles probabilistes, capables de produire des réponses plausibles, mais pas nécessairement exactes. Dans la pratique, l'on peut régulièrement observer des réponses incorrectes, approximatives ou biaisées, parfois formulées avec une grande assurance. Pour un étudiant peu expérimenté, ces erreurs sont difficiles à détecter. Ceci conduit à un paradoxe important : l'IA est d'autant

¹ Une version plus complète de cet article, incluant les références scientifiques et les sources détaillées, est disponible pour les lecteurs souhaitant approfondir le sujet : rudy.druine@outlook.com



© Adobe Stock - Anta

plus utile que l'on maîtrise déjà le sujet. Sans connaissances préalables solides, elle peut induire en erreur plutôt que soutenir l'apprentissage.

Une remise en question des modalités d'évaluation

L'un des effets les plus concrets de l'IA concerne l'évaluation. Il devient de plus en plus difficile de garantir qu'un travail écrit reflète réellement les compétences de l'étudiant. Face à cette situation, nous avons dû adapter nos pratiques. Dans plusieurs cas, nous avons réintroduit des évaluations orales, non par principe, mais par nécessité. L'oral permet de vérifier immédiatement la compréhension réelle. Cette évolution révèle une tension plus large : nos modes d'évaluation traditionnels ne sont plus entièrement adaptés à un environnement où la production peut être automatisée.

Un cadre institutionnel encore insuffisant

En Fédération Wallonie-Bruxelles, la réponse institutionnelle reste prudente. Des recommandations existent, notamment sur les aspects éthiques et juridiques, protection des données, biais, responsabilité. Cependant, les indications concrètes sur l'intégration

pédagogique de l'IA restent limitées. Quels usages encourager ? Comment former les enseignants ? Comment évaluer les apprentissages dans ce nouveau contexte ? En l'absence de réponses structurées, chaque établissement, voire chaque enseignant, développe ses propres pratiques. Cette hétérogénéité, à terme, pose un problème de cohérence du système éducatif.

Quel rôle pour l'enseignant à l'ère de l'IA ?

L'essor de l'IA s'accompagne d'un discours récurrent sur l'évolution du rôle de l'enseignant, parfois réduit à celui d'« accompagnateur ». Cette vision mérite d'être nuancée. L'enseignant ne se limite pas à transmettre des informations. Il structure la pensée, développe l'esprit critique, corrige les erreurs et accompagne la construction du savoir. Dans la pratique, l'IA peut être un outil d'appui, mais elle ne remplace en aucun cas cette fonction. Au contraire, plus les outils automatisés se développent, plus le rôle de l'enseignant comme garant de la rigueur intellectuelle devient essentiel.

Vers une utilisation maîtrisée

L'intelligence artificielle offre des opportunités réelles : assistance à la rédaction, accès rapide à l'information, soutien à la

structuration des idées. Mais ces bénéfices ne peuvent être réalisés que dans un cadre exigeant.

Plusieurs conditions semblent indispensables :

- former les étudiants à un usage critique de l'IA ;
- définir des règles claires concernant son utilisation ;
- adapter les modalités d'évaluation ;
- maintenir des exigences élevées en matière de production personnelle ;
- former les enseignants aux limites et aux risques de ces outils.

Sans cet encadrement, l'IA risque de devenir un facteur d'appauvrissement plutôt que d'enrichissement.

Conclusion

L'intelligence artificielle représente une transformation majeure pour l'enseignement. Elle ne doit être ni rejetée, ni adoptée sans discernement. L'expérience de terrain peut conduire à une position nuancée : l'IA est un outil puissant, mais exigeant. Elle peut soutenir l'apprentissage, à condition de ne pas s'y substituer. La question fondamentale reste inchangée : que voulons-nous développer chez nos étudiants ? S'ils deviennent capables de produire sans comprendre, alors nous aurons manqué l'essentiel. L'enjeu n'est donc pas technologique, mais profondément pédagogique. Il s'agit de préserver ce qui constitue le cœur de l'enseignement : la capacité à penser, à analyser et à comprendre.

Plus les outils automatisés se développent, plus le rôle de l'enseignant comme garant de la rigueur intellectuelle devient essentiel. ■

Quand les marchés publics renforcent le dialogue social

par **Gabrielle Clotuche**

Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock - ZaStock

La négociation collective est un moteur essentiel de l'amélioration des conditions de travail. Grâce au dialogue social des salaires équitables, des horaires de travail raisonnables, des lieux de travail plus sûrs sont garantis et profitent aux travailleurs et aux employeurs en stimulant productivité et stabilité.

En novembre dernier la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt dans le cadre d'une affaire ayant trait à la Directive (UE) 2022/2041 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne où elle confirme clairement que l'UE et ses États membres ont le droit et le devoir de promouvoir la négociation collective comme moyen d'améliorer les conditions de travail.

Les marchés publics dans l'UE - 2 000 milliards € chaque année - et le souhait que cet argent soit utilisé pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs.

Par ailleurs en ce début 2026 la CJUE a reconnu que le cadre actuel des marchés publics de l'UE (Directive UE 2014/24 sur la passation des marchés publics) est ambigu et inefficace pour permettre aux municipalités européennes d'offrir de bons emplois et des services de qualité à leurs citoyens et les inciter à le faire. Le mandat légitimement reconnu et cette reconnaissance d'inadéquation d'un outil eu égard à l'objectif poursuivi est saisi par la Confédération européenne des syndicats (CES) pour exhorter les législateurs européens à réformer ce cadre juridique. Leurs arguments : l'importance des marchés publics dans l'Union européenne - 2 000 milliards € chaque année - et le souhait que cet argent soit utilisé pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs.

Joignant les constats des deux arrêts, la CES et UNI Europa (242 syndicats représentant 7 millions de travailleurs du secteur des services en Europe) appellent à ce que l'inclusion de critères sociaux, y compris la négociation collective, soient inclus dans les appels d'offres pour les marchés publics. Autrement dit que les entreprises socialement responsables en respectant ces critères puissent être mieux prises en considération par ceux répondant à l'appel d'offres.

Les nettoyeurs/nettoyeuses, agents de sécurité et les ouvriers du bâtiment dans les institutions publiques (municipalités mais pas seulement) font partie des millions de personnes employées pour exécuter des contrats publics. Ils ont souvent des salaires de misère et leurs conditions de travail dangereuses ne sont pas reconnues parce que l'attribution des marchés publics se fait majoritairement sur la base du prix le plus bas. En donnant la préférence aux entreprises qui respectent le droit des travailleurs à la négociation collective et à de meilleures conditions de travail, les pouvoirs adjudicateurs doivent également avoir une sécurité juridique. Si la CES reconnaît qu'entretemps ces décisions judiciaires peuvent être appliquées au niveau national dans leurs procédures de passation de marchés, elle demande aussi à la Commission de lever toute ambiguïté et incertitude en utilisant sa révision des directives sur les marchés publics pour consolider cette décision.

La Commissaire et Vice-présidente de la Commission Roxana Minzatu avec les compétences « **Droits sociaux et compétences, emplois de qualité et état de préparation** » est en mesure de proposer ces critères sociaux en lien avec des clauses de négociation collective dans les marchés publics. La Commission devra aussi veiller au contrôle de l'application effective de ces avantages octroyés aux entreprises qui se déclarent respecter ces critères sociaux au moment de leur soumission aux appels d'offres.

Au-delà de ce premier pas la CES élargit sa demande : elle souhaite que ces avancées juridiques traduites par des critères sociaux et la promotion des conventions collectives dans les marchés publics soient intégrées, avec ces mêmes exigences, dans la coordination et la surveillance socio-économique de l'UE donc dans le processus du Semestre européen. Un geste plus que symbolique dans cette période difficile que trop de travailleurs subissent. ■

EUROPE DIRECT : 400 centres et davantage de responsabilités

Le réseau se rapproche toujours plus des citoyens de l'UE (Extrait de l'article paru dans Commission en Direct le 16/03/26)

La nouvelle génération de centres EUROPE DIRECT est en cours de déploiement avec un nouveau mandat : 400 centres au total, dont 85 sont nouveaux.

Ces nouveaux centres ne sont pas des remplacements choisis au hasard. Ils sont le fruit d'un véritable effort visant à toucher des personnes qui n'étaient peut-être pas suffisamment impliquées dans le débat sur l'UE auparavant. Il ne s'agit pas d'un simple changement de routine. Les représentations de la Commission ont déployé des efforts considérables pour aller à la rencontre de nouveaux partenaires. Les centres ont désormais un nouveau mandat et collaborent plus étroitement avec les DG. Ils sont désormais associés plus tôt dans le processus, dès que la Commission commence à préparer ses campagnes. Auparavant, de nombreuses campagnes étaient conçues de manière centralisée et communiquées au réseau une fois qu'elles étaient déjà finalisées. Lorsqu'une DG prépare une campagne, elle partage ses objectifs et ses thèmes clés avec les centres EUROPE DIRECT. Cela permet de rendre les campagnes plus

pertinentes. Les centres savent quels sujets intéressent les gens et quels formats fonctionnent le mieux au niveau local.

La campagne « Démocratie » qui va bientôt être lancée en est un bon exemple. Les gens veulent savoir comment les décisions sont prises et comment ils peuvent faire entendre leur voix. Comme les centres sont impliqués dès le début, ils peuvent influencer la manière dont la campagne touche le public. Cela peut se traduire par l'organisation de réunions avec des jeunes ou d'événements avec la société civile. Certains centres pourraient

par Patrizio Fiorilli
Journaliste Commission en Direct

organiser des débats publics dans des mairies, tandis que d'autres pourraient privilégier des ateliers avec des entreprises ou un large public. Ce qui importe, c'est que les centres puissent adapter la campagne à leur contexte local. Un débat sur la démocratie peut prendre une forme différente dans une grande ville et dans une région rurale. Comme les centres sont ancrés dans leurs communautés, ils permettent aux gens de se sentir à l'aise pour poser des questions et exprimer leurs opinions. ■



▲ Mars 2026 : Réunion des 400 centres Europe-Direct à Bruxelles © EU 2026

Les centres EUROPE DIRECT sont situés dans toute l'UE. Ils sont là pour informer, écouter et dialoguer avec les citoyens sur les questions relatives à l'UE. Vous pouvez les contacter pour aborder avec eux n'importe quelle question liée à l'UE. Leurs activités principales : - fournir des informations générales sur les politiques, les activités, la législation et les programmes de l'UE, ainsi que sur les droits qu'elle confère

à ses citoyens ; - organiser des conférences, des débats et des événements pour sensibiliser à l'UE ; - travailler avec des partenaires locaux et des relais d'opinion tels que des autorités locales, des organismes publics, des écoles et des groupes de réflexion ; - fournir aux relais d'opinion et médias locaux du contenu sur les affaires européennes et les associer à leurs activités publiques.

50 Years of Femmes d'Europe - 50 Years of Solidarity



by **Gudrun Schmidt**

German lawyer who spent most of her career in the European Commission, with a short excursion to the Australian competition authority in Sydney. In her retirement she is very active in the Association Femmes d'Europe and in AIACE.

Have you ever been to a Christmas Market at the European Commission? Have you stocked up on Christmas treats from your own or other countries or bought some hand knitted baby clothes? Have you bought an Advent wreath, eaten a home made Sachertorte, foie gras or a pasteis de nata and drunk an Irish coffee or French champagne? If yes, then you have been to the major annual event organised by the Association Femmes d'Europe. What you may not have realised is, that all the proceeds from all your purchases have gone to charities supporting women and children in need.

Back in 1976

The Association Femmes d'Europe celebrates its fiftieth anniversary this year. When Carola Ehlermann started work on a charity project suggested by a Lutheran pastor in 1976 she could not have imagined that her initial efforts would grow into an Association with 700 members which in 50 years has allocated 12 million Euro to 2700 projects. For her small project she convinced the European Commissioner for Relations with Developing Countries, Claude Cheysson, that the

project was worthwhile. He provided her and a few other volunteers with an office in the Berlaymont and the general support of the Commission. Shortly after that, the first Christmas Bazaar, which later became the flagship event of Femmes d'Europe, opened its doors on 5 December 1976. The blueprint of what still characterises the Christmas Bazaar today was created: contributions of several European nationalities offering Christmas decorations, children's games, craft and antiques stalls and a tea room. Many of the items on offer, such as Advent wreaths, lamp shades, knitted clothes or pillow cases, are hand made by members of the Association. The first Christmas Bazaar attracted some 5000 visitors. As the Association's first Honorary President, Lady Mary Soames, the wife of the Vice President of the Commission Christopher Soames and daughter of Sir Winston Churchill, opened the event.

National groups and a wide range of activities

With such high profile support the charity was off to a good start and was incorporated as a Belgian aisbl in 1979. The Association is organised into national groups, at that time for linguistic

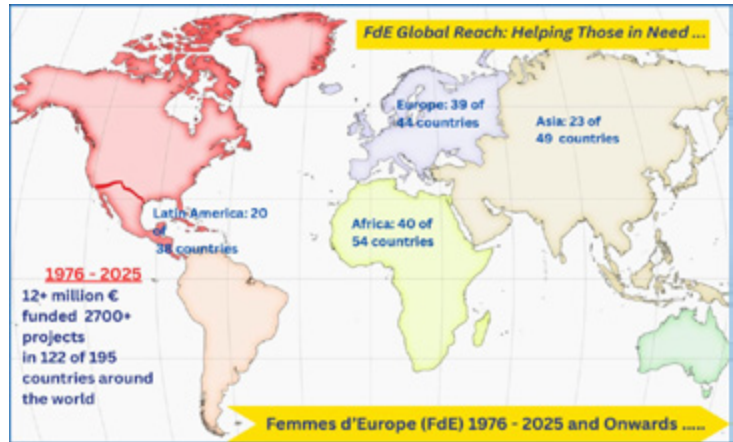
reasons. A few enlargements and one Brexit later the Association now has 23 national groups, including an EFTA group, a Multinational Group and, still, the British Group. The Association continues to be hosted by the European Commission, who provide premises, logistics and security for the various events organised by the Association, such as the Annual General Meeting, the Project Ceremony and of course the Christmas Bazaar. Mrs. Teresa Ribera, Executive Vice-President of the European Commission is currently the Honorary President of the Association. The Association now counts 700 members who all - without exception - work for the Association as volunteers.

In order to generate funds for its charitable projects, the Association does not limit itself to only organising the Christmas Bazaar. In addition, the Association also runs a tombola. Some of the many generous prizes are donated by members, who for example provide a stay in a holiday house to the winners. Most prizes, however, are offered by smaller businesses, such as food stores, hairdressers, flower shops or opticians. The names of the Association's sponsors are published on our website.

The Easter Bazaar, is a smaller event than the Christmas Bazaar, but also open to the general public. Next to these large events coordinated by the entirety of the Association, the various national groups organise a series of events throughout the year, often sponsored by their national embassies. These include concerts, lectures, vintage sales or excursions within, but also outside Belgium. An annual fixture is the Bloomsday lunch in the Irish Embassy, celebrating 16 June, the day James Joyce chose for the setting of his novel *Ulysses* in Dublin. The Dutch group invites us every year for lunch at the Dutch Embassy with a lecture given by a prominent curator about Dutch art. The Monday Craft Group produces the handmade items sold at the Christmas and Easter Bazaars. And of course, donations are always gratefully received.

Funds for charities supporting women and children in need

All proceeds are collected in one pot and are then allocated by the Association to small projects largely benefiting women and children. The national groups and individual members can propose such projects, which are scrutinised by a Project Committee before being approved. The Association is able to fund 80 projects for up to 7000 Euro each all over the world on an annual basis. These projects include a new kitchen in a refugee centre in Greece, IT for an advice centre for women in precarious circumstances in Belgium, a new garden for an old people's home in France, winter clothing, tents and sleeping bags for the homeless in Ireland or toys and kindergarten equipment in Belgium. In Kenya the Association



bought a cow and built a greenhouse, in Togo it bought a new cistern and equipment for the opening of a new secondary school. In Chile the Association provided funds for beds and mattresses in an orphanage, in India 6000 Euro bought the repair of a school building and toilets, as well as school equipment for a girl's school. From 2022 a special focus has been given to projects in Ukraine. These are just a few examples to illustrate how the funds generated by Femmes d'Europe are used. The full list is published on the website.

This year the Association Femmes d'Europe marks its golden anniversary with an exhibition in the Berlaymont, A Retrospective of 50 Years of Solidarity - from 20 to 30 April. Mrs. Teresa Ribera, our Honorary President, opened the special Project Ceremony with a keynote message. The 2026 Jubilee features a diverse array of fundraising events organised by various national groups within the Association, showcasing the rich cultural heritage of Europe while generating vital support for our humanitarian projects. The program and the link to sign up for the various

events is published on the website of the Association. Interested women are welcome to become new members, with details to be found on the dedicated webpage.

The Association Femmes d'Europe is looking forward to welcoming you to its many events in this Jubilee year. ■

www.assocfemmesdeurope.eu



© ANACE-BE

▲ Bulle, wasserette mobile à Bruxelles

Das Neue Europäische Bauhaus Festival 2026 in Brüssel, Vorzeigeprojekt in Sevilla



von Jürgen Erdmenger
Mitglied des Redaktionskomitees

Es gibt Ereignisse in der EU, die nicht täglich in den Schlagzeilen erwähnt werden, die aber ebenso wie die der „großen“ Politik für den Fortgang der europäischen Integration ihre Bedeutung haben. Die langfristig angelegten Programme der EU machen den Menschen vor Ort die nützliche Seite der Union sogar meist deutlicher erfassbar als die Querelen im Europäischen Rat. Ein solches Programm ist das „Neue Europäische Bauhaus (NEB)“. Die Kommission hat es 2021 vorgeschlagen. Es hat sich seither vielfältig entwickelt. Es lohnt sich, einen Blick darauf zu werfen.

Was ist dieses Neue Europäische Bauhaus?

Man erinnert sich: Der Name „Bauhaus“ stammt vom Bauhaus in Weimar/Dessau, das Walter Gropius 1919 in der Zeit des Neubeginns nach dem ersten Weltkrieg in Weimar gegründet hat. Es war die weltweit anerkannte, bedeutendste Schule des 20. Jahrhunderts für Gestaltung und Design, für die Zusammenführung von Kunst und Handwerk, für neues Bauen und neue Architektur.

Drei Kriterien die diese Gestaltung heute erfüllen sollte: Nachhaltigkeit, Ästhetik und Inklusion.

Nicht umsonst hat die Kommission diesen Namen gewählt, um deutlich zu machen, welche neue Art der Gestaltung insbesondere von Bauen und Design sie im 21. Jahrhundert für notwendig hält. Sie hat in engem Kontakt mit der Zivilgesellschaft drei Kriterien entwickelt, die diese Gestaltung – man denke besonders an Gebäude – heute erfüllen sollte: Nach-

haltigkeit, also Vereinbarkeit mit der Natur und schonender Umgang mit Ressourcen, Ästhetik, also Beitrag zur Schönheit, und Inklusion, also das Einbeziehen aller Menschen, für die vor allem Bauen und damit Wohnen zugänglich und erschwinglich sein sollen. In dem Programm geht es darum, das kreative Zusammenwirken von Innovation, Technik und Kunst zu fördern, um die gewünschten Maßnahmen interdisziplinär zustande zu bringen.

Die EU besitzt ein ganzes Bündel von Förderinstrumenten finanzieller und anderer Art, die für das NEB eingesetzt werden. Auch die Mitgliedstaaten und private Investoren beteiligen sich. Aus dem EU-Haushalt werden zum Teil Mittel aus vorhandenen Programmen genutzt, zum Beispiel Mittel der Kohäsionspolitik. Seit zwei Jahren gibt es auch ein eigens für das NEB geschaffenes Förderprogramm, zu dem Anträge gestellt werden können. Im Laufe der Jahre sind bereits mehrere 100 Millionen Euro für Projekte im NEB gebunden worden. Zu den nicht-finanziellen Förderungen gehören zum Beispiel die Verleihung von NEB-Preisen und alle zwei Jahre ein großes NEB-Festival.

Das Festival 2026 in Brüssel

Dieses Jahr findet die dritte Ausgabe des NEB-Festivals vom 9. bis 13. Juni in Museum und Park „du Cinquantenaire“ statt. Es beschäftigt sich diesmal vor allem mit der Gestaltung der bebauten Umgebung der Menschen. Das Motto ist ein Ausspruch des dänischen Architekten Jan Gehl: „First life, then spaces, then buildings. The other way around never works!“

Das Festival hat ein reichhaltiges Programm mit Diskussionsforen, Ausstellungen von innovativen Konzepten und bereits bestehenden Prototypen, festliche Konzerte und Vorführungen von Tanz sowie künstlerische Workshops. Besonders eindrucksvoll ist es, die interaktive Landkarte zu studieren, auf der die kaum zählbaren „Satellite Events“ zum Festival in den verschie-

denen europäischen Ländern zu sehen sind. Zum Beispiel in Deutschland gibt es 8 solcher Events, in Slowenien 9, in Spanien 16 und so fort.

Ein Vorzeigeprojekt

Seit Sommer vergangenen Jahres wird in Sevilla das neue Gebäude für die Gemeinsame Forschungsstelle (GFS) der Kommission gebaut. Es soll etwa 400 Mitarbeiter aufnehmen. Das Projekt, das den ersten Preis eines internationalen Architektenwettbewerbs gewann, wurde bewusst nach den Prinzipien des Neuen Europäischen Bauhauses gestaltet. Es verkörpert optimal die drei genannten Werte: nachhaltig, ästhetisch und inklusiv.

Das Dach wird aus einer Serie von quadratischen Sonnenkollektoren so gestaltet, dass es nicht nur die Elektrizität für das Gebäude selbst erzeugt. Vielmehr soll eine erhebliche Menge Strom auch an das öffentliche Netz abgegeben werden. Darüber hinaus wird das weite Dach Schatten außer für das Gebäude auch für einen öffentlichen Platz und für einen Garten spenden.

*“First life, then spaces, then buildings.
The other way around never works!”
Jan Gehl (Danish architect).*

Die ganze Anlage wird kuppelförmig auf schlanken Säulen in der Weise gebaut, dass sie in ihrer Gesamtheit eine harmonische Form in dem sie umgebenden Gelände bildet. An Materialien werden aus der Region vor allem Kalkstein, Holz und Keramik verwendet. Für die Mitarbeiter werden flexible, an die Bedürfnisse anpassungsfähige Arbeitsräume geschaffen, die auf gute Zusammenarbeit ausgerichtet werden können. Wegen der großen Bedeutung des Projekts für das NEB waren für den ersten Spatenstich am 30. Juni 2025 Präsidentin Ursula von der Leyen und die Kommissarinnen Ekaterina Zaharieva (Forschung und Innovation) und Jessika Roswall (Umwelt) sowie Vertreter aus ganz Europa nach Sevilla angereist. Bjarke Ingels, der dänische Architekt, der den Wettbewerb gewonnen hatte, erläuterte sein Projekt.



▲ Séville - Futur bâtiment du CCR ©Playtime

Wünschen wir dem Neuen Europäischen Bauhaus eine einflussreiche Zukunft! ■

Le « Nouveau Bauhaus Européen - NBE » est un programme de l'UE destiné à promouvoir le design, l'architecture et la construction en Europe. Le nom se réfère au fameux Bauhaus qui existait de 1919 à 1933 en Allemagne à Weimar et à Dessau. C'est Walter Gropius qui créa cette Ecole de design, d'architecture et de l'art d'un style moderne mondialement reconnu. En 2021 la Commission a proposé le NBE en relation avec le « Green deal » pour combattre le changement climatique. Le NBE établit les principes de la durabilité, de la beauté et de l'inclusion. Ces trois principes doivent être observés par des projets qui visent à améliorer la qualité de vie des Européens, projets qui peuvent alors bénéficier d'un soutien financier par ce programme communautaire. Du 9 au 13 juin 2026 la Commission organise un grand festival de présentation du NBE à Bruxelles au Cinquantenaire. En été 2025, les travaux de construction du futur bâtiment du Centre commun de recherche de la Commission (CCR) ont débuté à Séville. Le bâtiment sera un exemple phare d'une architecture observant les trois principes mentionnés du NBE.

Les charmes cachés du détroit d'Ormuz

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

© Adobe Stock - Guillaume Angleraud



En ces temps de batailles, on trouvera peut-être présomptueux de décrire les charmes du détroit d'Ormuz, où transitent 35% du trafic pétrolier mondial et qui permet au golfe arabo-persique de communiquer avec la mer d'Oman en contournant la péninsule de Musandam (31500 habitants), une petite enclave omanite de 1800 km², coupée du reste du pays par le territoire des Emirats arabes unis. Ses habitants sont des navigateurs expérimentés, historiquement en contact avec le sous-continent indien et l'Afrique orientale (au 19^e siècle, le sultan de Zanzibar était d'origine omanite).

Ses khors, que l'on compare parfois aux fjords de Norvège, bien qu'ils n'aient rien de glaciaire, ont un relief particulièrement escarpé : leur géographie très complexe en forme d'araignée résulte de la vigueur des plissements tectoniques, qui poussent la plaque arabe sous les montagnes iraniennes à raison de 6 mm/an : en dépit des apparences, ce n'est pas négligeable, notamment parce que ce mouvement est à l'origine de la formation d'anticlinaux devenus des « pièges à pétrole ».

Ses paysages sont saisissants de verticalité : des murailles de calcaire avec des à-pics de plusieurs centaines de mètres se dressent partout, avec très peu d'anfractuosités pour abriter des villages de pêcheurs isolés, presque toujours sans eau, puisqu'ils ont des réservoirs en plastique régulièrement alimentés par des bateaux citerne du gouvernement. C'est le prix à payer (avec d'autres aides, mais celle-ci est vitale) par la puissance publique pour maintenir ces populations dans leur cadre de vie ancestral, qui manque à l'évidence de confort.

Telegraph island, dans le *khore ash Sham* (que les Anglais avaient nommé Elphinstone inlet) est une île minuscule, choisie par eux pour installer un relais sur la ligne Basrah-Bombay. Il n'en reste qu'une

petite maison en ruines où a officié de 1864 à 1875 un agent britannique, exemple concret des servitudes de la célèbre « route des Indes ». En effet, avant la mise en place d'un câble direct Aden-Bombay (1870), les liaisons télégraphiques impériales transitaient à travers l'empire ottoman et la Perse. Au milieu des années 1870, faute de sécurité suffisante et à la suite de la mort de deux opérateurs, *Telegraph island* a été abandonnée.

« La plus haute cime, le *Jebel el Harim*, se dresse à 2057 mètres. . . la roche, composée de basaltes et de phonolites, est découpée comme une ramure de cerf ; des criques profondes se ramifient en labyrinthes entre les rochers ; le cap le plus avancé, le *ras Musandam*, est lui-même coupé en deux par une énorme fissure, sombre allée où peuvent voguer les grands navires entre deux parois verticales, hautes de 300 m, et distantes seulement d'un jet de pierre. (Elisée Reclus (1830-1905), Nouvelle Géographie Universelle, tome IX). Il est le résultat d'un plissement particulièrement vigoureux, avec des pendages parfois verticaux. La végétation est très pauvre : quelques acacias, des buissons minuscules. La neige n'y est pas inconnue et les pluies y sont rares mais violentes, ce qui explique la vigueur de l'érosion et le mauvais état de la route. Alors qu'elles sont presque toujours à sec, les vallées qui conduisent à Khasab, capitale du Musandam, sont barrées par des digues, une précaution qui n'est pas superflue tant les crues sont fortes.

Si le détroit, très fréquenté en temps de paix, est essentiel à l'économie mondiale, la petite péninsule reste peu connue et donc peu fréquentée. Elle est dans l'œil du cyclone, en espérant être préservée en dépit des risques de sa localisation. ■



© ANACE.BE

Leuven : Europese Prijs voor Inclusie en Diversiteit

Leuven behaalt zilver in de categorie « gemeenten met meer dan 50.000 inwoners ». Met deze onderscheiding erkent de Europese Commissie het Leuvense beleid rond gelijkheid en inclusie, vooral op het vlak van huisvesting, werkgelegenheid en onderwijs.

Erkenning voor lokaal beleid

De Europese Prijs voor Hoofdsteden van Inclusie en Diversiteit werd dit jaar voor de vijfde keer uitgereikt. De prijs zet Europese steden, gemeenten en regio's in de kijker die het goede voorbeeld geven op het vlak van inclusieve beleidsvoering, diversiteit en de strijd tegen discriminatie, of dat nu gaat om gender, afkomst, religie, beperking, leeftijd of LGBTIQ+-identiteit. Dit jaar was er extra aandacht voor de werkvloer met een specifieke prijs voor inclusieve arbeidsmarkten, ook het thema van de Europese Maand van de Diversiteit 2026. En hoewel Leuven ook genomineerd was in die categorie, ging de eer naar Errenteria, Orió (Spanje) et Milaan (Italië). De beoordeling gebeurde door een jury van deskundigen. Daarnaast was er ook een publieksprijs, die dit jaar naar Marsicovetere (Italië) ging. Leuven krijgt de zilveren plak (goud voor Józsefváros in Hongarije) voor haar sterke aanpak van uitsluiting, onder meer via projecten zoals « Leuven zonder Racisme » en het tienpuntenactieplan van de stad tegen discriminatie op het vlak van huisvesting, werkgelegenheid, onderwijs en meer.

Noodzaak blijft hoog

De prijs komt op een cruciaal moment. Racisme en discriminatie blijven wereldwijd hardnekkige problemen. Volgens de meest recente Eurobarometer beschouwt bijna twee op de drie Belgen raciale discriminatie nog steeds als een wijdverspreid probleem in hun land. Hadja Lahbib, commissaris voor Gelijkheid, Paraatheid en Crisisbeheer : « De 2026 Europese Prijs voor Hoofdsteden van Inclusie en Diversiteit zet de uitzonderlijke inspanningen van steden en gemeenten in de kijker die het voortouw nemen om inclusieve en diverse gemeenschappen op te bouwen. Maar ook bedrijven



© Adobe Stock - EKH-Pictures

door Monique Théâtre

(Bron : Vertegenwoordiging in België)

spelen een cruciale rol om tot een Unie van Gelijkheid te komen, door voor inclusieve werkplekken te zorgen waar iedereen kansen krijgt en zichzelf kan zijn. Ik moedig dan ook iedereen aan om deel te nemen aan de Europese Maand voor Diversiteit en zo positieve verandering in onze samenleving te stimuleren ».

Genomineerden en winnaars op een rij

In totaal haalden 13 steden en regio's uit 8 verschillende lidstaten de finale. Leuven nam het in haar categorie op tegen zeven andere steden : Hannover (DE), Piraeus (EL), Cabildo de Lanzarote (ES), Józsefváros (HU), Milaan (IT), Leiden (NL), Skellefteå (SE). De uitreiking vond plaats in Brussel, in het bijzijn van burgemeesters, beleidsmakers en experts uit heel Europa. ■



Aletsch, miroir de l'homme...



© AMACE.BE

Le glacier Aletsch nous invite à regarder au-delà de l'étroite fenêtre de notre vie. Même le plus grand glacier des Alpes, le valaisan Aletschgletscher, si impressionnant par ses moraines saillantes qui lui confèrent l'aspect d'une autoroute de glace, a souffert pendant l'année internationale des glaciers, proclamée par l'ONU en 2025. En réalité, l'an des glaciers rappelle l'an 2002, consacré à la montagne, qui demeura un signal d'alarme ignoré avant la canicule de 2003.

Les glaciers sont encore vivants et le dernier homme de l'Anthropocène n'est pas encore né (*The last Man by Mary Shelley*). Par ailleurs les glaciers naissent, grandissent, se déplacent et meurent comme les êtres humains. Ils sont des témoins sensibles, fragiles, mais essentiels de la vie sur Terre, à laquelle ils participent comme toutes les espèces vivantes. Ainsi dans le massif du Mont-Blanc, le glacier des Bossons - la plus grande cascade de glace d'Europe - a sidéré habitants et scientifiques durant l'été 2025 par l'apparition d'un cratère noir, clair signe d'un réchauffement climatique accéléré.

En revenant à l'Aletsch, si on veut profiter d'une vue panoramique sur le glacier, il faut prendre le téléphérique de Fiesch pour at-

par **Piero Soave**

Ancien administrateur au Parlement européen à la DG PERS (Luxembourg) et ancien administrateur à la DG COM et DG IPOL (Bruxelles).

teindre l'ancienne crête morainique. Une fois là-haut, on peut monter jusqu'au sommet de l'Eggishorn à 2927 m. L'œil se focalise d'un seul coup sur la chute des séracs depuis les trois névés d'alimentation (Grosser Aletschfim, Jungfraufrim et Ewigschneefäld) jusqu'à leur confluence dans une vaste arène, baptisée Konkordiaplatz. Ainsi d'emblée, on a l'impression d'assister à un défilé militaire dans un Colisée de glace.

Par ailleurs, si on part du village de Riederalp à 1905 m., on peut arriver à surplomber la langue terminale du glacier en l'apercevant bien en dessous de la limite supérieure des forêts, près du lac proglaciaire. On a de ce fait une image plus réelle du glacier dans l'actuelle période interglaciaire, l'Holocène qui a débuté il y a environ 11700 ans. Si on arrive à tenir les objectifs de Paris 2015, l'Aletsch peut perdre 50% de son volume d'ici 2100, mais dans le pire scénario il pourrait même disparaître. En effet de 2000 à 2023 il a reculé en moyenne de 40 m. par an, selon le réseau suisse GLAMOS.

À la sortie de la grotte de glace, les eaux forment un torrent - La Massa - de couleur vert blanchâtre et au courant impétueux, impatient de se jeter dans le Rhône, 6 km en aval. C'est un spectacle à observer depuis le pont népalais qui surplombe le vide. La Massa s'engouffre dans une gorge profonde, dont les parois escarpées portent les traces de l'érosion millénaire des glaces et s'ouvrent

dans l'abîme comme des mâchoires de dinosaures fossilisés. Une fois passée la dense forêt de *pinus cembra* ou *Arolles*, qui tendent leurs touffes d'aiguilles sur la queue sinueuse de l'Aletsch, le glacier se montre moins imposant, si on le compare au défilé de ses pelotons sur la place d'armes de Konkordiaplatz. En même temps il se montre aussi vulnérable que le spectateur, même si son espérance de vie est bien supérieure à celle de l'homme.

C'est alors que le glacier semble regarder les nuages qui le survolent avec envie, car grâce à leur éclat, légèreté et volatilité, elles franchissent indemnes le seuil de l'impermanence. Il rappelle aussi l'être humain qui, sentant la fin approcher, revit sensations et pensées de l'enfance et de la jeunesse. Mais le glacier peut servir aussi de miroir à l'homme pour voir sa propre vie au-delà de l'arc de son existence, si courte. Ainsi il peut deviner comme elle était avant son apparition et telle qu'elle sera après sa disparition. ■



© AMACE.BE

Jérusalem, l'histoire n'est jamais écrite de Vincent Lemire et Bernard Philippe

Avec son co-auteur, l'historien Vincent Lemire, notre collègue Bernard Philippe illustre le rôle spécifique et pas toujours bien connu de la diplomatie européenne dans des zones difficiles, ce qui peut se comprendre quand on évoque le cas de Jérusalem.

L'ouvrage prend le contrepied d'une idée assez largement répandue, que le sort de Jérusalem doit être traité à la fin du processus de paix, quand on aura trouvé des solutions aux autres problèmes. Et il se trouve que les auteurs pensent tout le contraire en estimant que la ville est « *dans l'œil du cyclone* » et qu'une erreur majeure a été faite à Oslo en la mettant de côté : « *Jérusalem n'est pas le verrou, elle peut devenir la clé. . . elle peut être la ville d'un partage sans découpage et servir ainsi de laboratoire.*¹ »

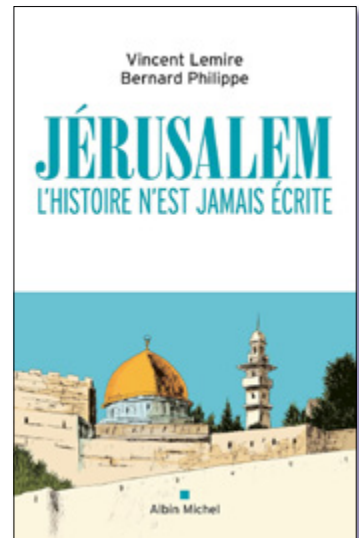
À partir de son expérience de diplomate européen, Bernard Philippe, propose la création d'une communauté urbaine (au sens des intercommunalités qui se multiplient en Europe en fonction des services communs à offrir aux populations : ramassage scolaire, collecte des déchets, urbanisme etc..) qui serait en mesure de traiter des nombreux problèmes pratiques actuellement non résolus sans a priori politique ou idéologique. Cette communauté aiderait les résidents du *Grand Jérusalem*

et serait gérée par un comité de représentants de chacune des communautés. En fait, il s'agit de « rapiécer » Jérusalem au moyen d'une « *utopie créatrice* » qui ferait la démonstration des avantages de la coopération et pourrait éventuellement contribuer à apaiser les esprits.

En dépit du contexte d'un présent assez catastrophique, « *sans naïveté ni angélisme* », le livre donne des exemples convaincants de ce qu'il est quand même possible de faire ou de se préparer à faire dans le cadre d'un projet urbain par ailleurs nécessaire, compte tenu des retards accumulés notamment en matière de logement. Bien sûr, on ne peut oublier que les Palestiniens, qui représentent 40% de la population, ne reçoivent que 10% du budget municipal et qu'il faudra bien corriger cette inégalité majeure, éventuellement par des contributions internationales.

Cet ouvrage est aussi une occasion de rappeler quelques résultats intéressants à porter au crédit de la diplomatie européenne. À Nicosie, dernière capitale divisée de l'UE, le budget européen a permis de rénover les égouts des deux côtés de la ligne verte et de rénover une grande partie de la vieille ville avec la coopération des deux maires. On connaît aussi les réalisations financées par les fonds structurels dans le cadre de la coopération transfrontalière en Irlande à la suite des accords du Vendredi-Saint. Et pour remonter un peu

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction



plus loin, je me souviens que quelques jours après l'ouverture du Mur, on avait demandé une contribution au FEDER pour réparer le pont de Berlin qui servait alors aux deux blocs à échanger leurs espions !

Bernard Philippe, qui est aussi Lorrain, estime que le souvenir de Robert Schuman peut continuer à nous inspirer. En effet, si nous avons réussi à confiner les disputes entre les Etats membres aux salles capitonnées du Conseil européen, ce qui n'était pas gagné d'avance en 1950, il reste beaucoup à faire pour nos diplomates qui défendent la paix aux périphéries de notre continent. ■

¹ Suivant la présentation qu'en fait Vincent Lemire dans *Le Monde* du 28 avril p.22.

« Gagner le combat du Pacte vert » de Pascal Canfin

par **Renaud Denuit**
Membre du Comité de rédaction

Nos lecteurs savent que depuis les élections européennes de 2024, la progression des populistes et le recul des écologistes ont modifié le rapport des forces au Parlement européen. Quant à la Commission von der Leyen, championne d'un Pacte vert audacieux durant son premier mandat, elle semble désormais lui préférer, pour le haut de son agenda, la compétitivité, la simplification législative et la défense. Il était temps d'avoir, en langue française, un ouvrage récapitulant le projet européen d'atteindre la neutralité carbone en 2050. C'est chose faite avec le livre de Pascal Canfin, publié en octobre 2025 à Paris. Le sous-titre de l'ouvrage, *Une révolution en danger*, indique l'urgence de retrouver l'élan originel. La force de ce livre est d'être techniquement très documenté tout en étant de lecture agréable, visant ainsi un public non spécialisé.

Journaliste un jour, journaliste toujours, selon le dicton. Pascal Canfin le fut, de 2004 à 2009, pour le mensuel français *Alternatives économiques*. Auparavant, il avait été chargé de mission à la CFDT, avant de militer en politique. Une origine modeste dans le Pas-de-Calais. Un grand-père mineur de fond. Une mère catholique, un père communiste travaillant dans une association pour l'emploi. Une formation universitaire à Bordeaux et Newcastle. Cette conjonction produit un engagement pour l'environnement et l'économie sociale, servis par une plume alerte et claire. Un premier livre donne le ton dès 2007 : *L'Économie verte expliquée à ceux qui n'y croient pas. D'autres suivront.*

Le destin politique est inauguré en 2009 par une élection au Parlement européen, sur la liste *Europe écologie*, Canfin étant placé après Daniel Cohn-Bendit et Éva Joly. La protection des consommateurs est son cheval de bataille. Il lance l'ONG *Finance Watch* expertisant les pratiques des marchés financiers. En 2012, il est nommé ministre auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement : c'est l'ouverture vers l'Afrique. Puis il s'engage dans les travaux préparatoires à la Conférence de

Paris sur le Climat et devient, en 2016, directeur général de l'organisation écologiste *WWF France*. Nommé membre du *Haut Conseil pour le Climat*, il rallie la « Macronie ». En 2019, deuxième sur la liste La République en marche, Canfin redevient eurodéputé. À son initiative, le Parlement européen déclare l'*État d'urgence climatique*. L'élu préside la commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Sécurité alimentaire durant 5 ans. Dans ce rôle, il est l'un des architectes du Pacte vert européen et de toutes les législations qui en découlent. Réélu en 2024, il reste membre de la commission précitée ainsi que de celle du Commerce international.

Revenons au livre. La narration de la genèse du Pacte vert se lit comme un roman haletant où l'on voit les acteurs à l'œuvre, souvent jusque tard dans la nuit. Il ne s'agit pas seulement d'écologie bien comprise : une stratégie économique se dessine, qui révolutionnera tous les secteurs, même hors de l'Europe. Car on fait aussi le tour du monde (USA, Chine, Russie, Brésil, Argentine, Vietnam, Nouvelle-Zélande et j'en passe) selon les enjeux : commerce, biodiversité, déforestation, emballages, déchets plastiques et autres. Et dans l'Union, les attitudes des uns et des autres sont évoquées, à commencer par celles de la France (tous les exemples d'entreprises y sont situés) et de l'Allemagne, sans oublier l'apport positif des Nordiques et de l'Espagne. Paradoxalement, si l'auteur connaît forcément Bruxelles, il cite la Belgique avec parcimonie (pour son appartenance au club des pays pronudéaires aux côtés de la France, pour ses nombreuses bornes de recharge et pour son énorme port) semblant négliger son apport diplomatique ou ignorer l'existence d'une extrême droite forte. Dommage, car le lectorat potentiel de l'ouvrage ne s'arrête pas à Bray-Dunes. . .

Quoi qu'il en soit, le Pacte vert européen ne vise pas qu'à fortifier de nouvelles technologies : il faut inventer un accompagnement social. Pour réussir, il importe de créer

du consensus, en commençant par éviter une polarisation du débat public en valorisant les avantages des innovations et en faisant en sorte que celles-ci soient perçues comme justes. Le Fonds social pour le climat, la taxation progressive du carbone, l'accessibilité future de la voiture électrique, la création de nouveaux emplois, l'inclusion de la transition écologique dans le contrat social participent de cette volonté. Le lecteur assiste donc à une frénésie législative produite par d'innombrables trilogues (Commission-Parlement-Conseil) auxquels l'auteur participe (sans être avare d'anecdotes éclairantes) à Strasbourg et à Bruxelles, sans oublier Paris, car il a ses entrées à l'Élysée.

Il y a cependant des embûches imprévues. La crise énergétique découlant de la guerre en Ukraine porte un coup au projet, dans la mesure où l'inflation a été imputée au Pacte vert. Il en va de même avec la révolte transnationale des agriculteurs en 2024, qui s'exprime par des tracteurs dans Bruxelles et aboutit à une suppression de dispositions de la Politique agricole commune destinées à encourager le « verdissement » de ce secteur. Dans ce climat de virulences, la loi sur les pesticides est enterrée et celle sur la restauration de la nature faillit connaître le même sort.

Le retour de Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025 donne du vent dans les voiles de tous les dirigeants politiques d'extrême droite : pour eux, la recette du succès est là, un soutien officiel se déploie. Les États-Unis se retirent à nouveau de l'Accord de Paris, le scepticisme climatique connaît un regain dans les opinions publiques. Les législations européennes concernant les grandes sociétés américaines sont contestées, les droits de douane relevés, la solidarité transatlantique fragilisée. L'Union européenne devient un objet de haine ouverte, pas seulement de la part du Kremlin, comme en témoignent les messages des réseaux sociaux.

Pascal Canfin traite ce sujet sans effroi, dans un chapitre intitulé *Le Pacte vert, arme de résistance face à Trump*, espérant que les investissements « verts », surtout américains, trouveront en Europe une terre d'accueil et rappelant que le climat fait partie de notre agenda de sécurité puisque le Pacte nous permettra de moins dépendre des sources

d'énergie non européennes. Bien sûr, cela dépendra de l'ampleur de ces investissements (minerais, éoliennes, énergie solaire, bornes de recharge, rénovations de bâtiments, etc.) qui pourraient faire l'objet d'un nouveau plan de relance.

Au demeurant - et l'auteur y consacre son dernier chapitre -, les coalitions, de plus en plus fréquentes au Parlement européen, entre les trois groupes d'extrême droite et celui de la droite classique (le groupe PPE) constituent le vrai péril. Ces groupes ont relégué l'immigration au niveau de deuxième priorité, la première étant à présent le Pacte vert européen. Celui-ci contribue à créer une véritable Europe souveraine, partenaire loyal de l'hémisphère Sud et fondant ses politiques sur des bases scientifiques et démocratiques. L'idéologie d'extrême droite n'est pas seulement dangereuse pour nos démocraties et pour le respect des droits humains, elle fait le jeu de la Russie et de toutes les puissances produisant des énergies fossiles, dont certaines soutiennent l'islamisme radical ; elle est de fait solidaire de la détérioration de la démocratie américaine et de l'affaiblissement du droit international ; elle répand l'hostilité à la science et aux qualifications intellectuelles.

L'auteur nous rappelle que tout est lié : « La transition écologique est donc un projet politique dont la finalité ultime est que l'humanité garde le contrôle d'un avenir pacifique. C'est pour cela que pour moi l'écologie est l'humanisme du XXI^e siècle. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les scientifiques du GIEC ont reçu le prix Nobel de la paix. » ■

Gagner le combat du Pacte vert.
Une révolution en danger.
de Pascal Canfin
 Paris, Éditions Odile Jacob
 Octobre 2025, 284 pages.



Barbara Cassin :

La guerre des mots - Trump, Poutine et l'Europe

Tump et Poutine parlent... nous parlons d'eux et de ce qu'ils disent, nous lisons leur parole, nous les écoutons à la TV, à la radio voire sur les réseaux sociaux ...

Eux croient en la puissance du langage, ils veulent écrire l'histoire autrement, supprimer les mots, anéantir les choses, interdire des langues! Ils inventent une nouvelle langue, pas la même mais une démarche commune.

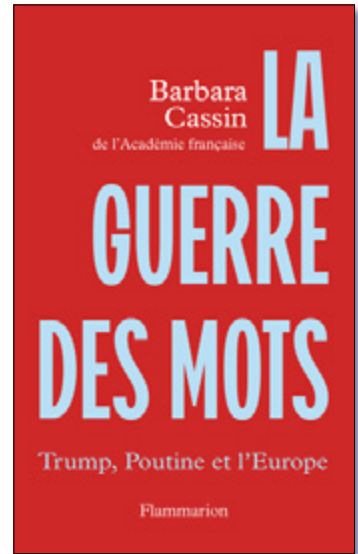
Leur ennemi commun c'est l'Europe, certes de manière différente : l'Europe profiteuse pour Trump... l'Europe concurrente pour Poutine ! Ils l'ont en ligne de mire non pour des raisons géopolitiques ou économiques comme nous serions tentés de le dire ou le croire, leurs raisons sont d'abord culturelles : « La culture de l'Europe d'aujourd'hui, qui forme un continuum avec l'Europe d'hier, est ce qui résiste au voyoutisme illibéral

par Gabrielle Clotuche
Membre du Comité de rédaction

Trump-Poutine. L'Europe est un espace de résistance. »

Certes l'Amérique et la Russie n'ont pas le même rapport à la culture européenne. Trump et Poutine non plus d'ailleurs, le premier bannit et limoge, le second tue et fait partir... Et nous, de quelle Europe voulons-nous ?

Barbara Cassin nous interpelle : qu'est-ce qu'une Europe désirable ? Elle nous invite à résister et surtout à choisir la culture comme résistance, et ajoute un dernier conseil à propos de la culture de l'Europe : *il y a des choses à entendre, il y a des livres à lire.* Un petit livre à prendre dans vos mains, à méditer et à conseiller ; il est puissant et tourné vers l'avenir. ■



La guerre des mots - Trump, Poutine et l'Europe
de Barbara Cassin,
de l'Académie française
Éditions Flammarion
Octobre 2025, 176 pages.

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

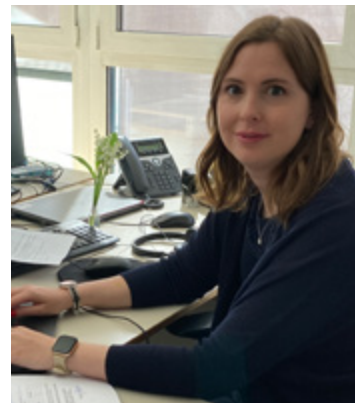
Les **lundis, mercredis et jeudis**, la permanence est assurée par des **bénévoles de 10h00 à 12h00**.

Le **secrétariat** est également joignable **par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h30**.

Rue Van Maerlant, 18 - 03/58
B-1049 Bruxelles
Tél. 02 295 38 42
aiace-be@ec.europa.eu

Vous avez changé d'adresse, d'e-mail ou de numéro de smartphone/gsm, merci d'en informer le secrétariat.

Pour des raisons de protection des données personnelles, les services de la Commission ne nous communiquent pas ces informations.



Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les **mardis et vendredis** de 9h30 à 12h30.

Questions dans la guerre Gaza-Ukraine, de Christophe Roche-Ford

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

Dans le cadre d'une guerre d'un genre nouveau à Gaza, l'utilisation intensive de l'intelligence artificielle par Israël pour cibler les combattants palestiniens a conduit à un massacre de civils d'une tragique ampleur qu'expose Christophe Roche-Ford dans la première partie de cet essai. Il interroge les modalités et implications éthiques, juridiques et philosophiques de l'intégration de l'intelligence artificielle dans cette guerre, ainsi que certaines des répercussions potentielles de ce conflit. La seconde partie du livre est quant à elle consacrée à une analyse des causes - et notamment des motivations idéologiques - de l'attaque russe en Ukraine, ainsi qu'aux enjeux existentiels pour l'Europe liés à cette autre guerre, qui pourrait bien un jour se propager aux frontières baltes de la Russie.

À l'issue de cette double enquête, l'auteur plaide pour un impératif retour au droit international et au multilatéralisme. ■

**Questions dans la guerre,
Gaza-Ukraine**
de **Christophe Roche-Ford**

Éditions Le Lys Bleu

Février 2026, 237 pages.



Les chants de la Grande Guerre Patriotique de Frédéric de Grave

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

Frédéric de Grave est diplômé de l'INALCO (Institut National des Langues et Cultures Orientales). Il a été traducteur à la Commission européenne.

Des centaines de chants ont été composés pendant la « Grande Guerre Patriotique » (1941-1945), pour reprendre l'appellation imposée par le régime stalinien. Rien que pendant la première semaine des hostilités, deux cents chants ont vu le jour. Nombre incroyable quand on pense au désarroi qu'a causé en URSS l'opération Barbarossa. Une idée dominait dans cet élan populaire : pour faire face à cette guerre, le pays avait autant besoin de chants que d'obus et de bombes. La musique faisait dorénavant partie de l'effort de guerre. Elle faisait corps avec le peuple russe. Parmi ces nombreux chants, il fallait faire un choix. Les passer tous en revue aurait été impossible. Cet ouvrage se limite donc à une trentaine de chants où l'on retrouve les mêmes thèmes que dans la plupart des chants composés pendant la période de guerre. Comme ils sont pratiquement inconnus en Occident, l'objectif est de les faire connaître parmi ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Seconde guerre mondiale.

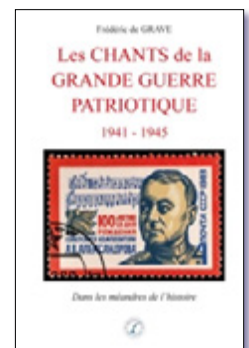
Plus de soixante-dix ans après la fin de la « Grande Guerre Patriotique », ces beaux chants qui ont porté le peuple russe sont devenus, malgré eux, actuels en 2022 dans un tout autre contexte, réutilisés au gré de la situation politique et militaire, sans aucun lien direct avec leur création initiale. À l'avenir, ils risqueront d'être exploités encore en fonction de critères étrangers à leur noble rôle historique. Ceux qui s'en servent abusivement ne pourront jamais enlever de ces beaux chants leur pureté qui les mettent à même de franchir les siècles ! ■

**Les chants de la Grande
Guerre Patriotique 1941-
1945 dans les méandres
de l'histoire**

de **Frédéric de Grave**

Éditions Lire-Couraut

Juillet 2025, 302 pages.



**L'AIACE Belgique exprime ses plus sincères condoléances
aux familles et aux proches**

© Adobe Stock

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ALBERT-VAN STEENKISTE Madeleine	10/12/33	1/03/85	2/01/26	COM
ARGYROU Andreea-Odetta	11/02/69	1/01/22	6/03/26	COM
BAIL Christoph	26/12/44	1/11/07	13/12/25	COM
BATHO Howard	9/04/48	1/07/10	20/12/25	COM
BATTI Renato	24/04/37	1/02/02	8/12/25	COM
BAUMANN-DORSCH Edeltraud	2/08/32	1/03/24	23/01/26	COM
BEJAER Edouard	22/04/38	1/01/00	16/12/25	COM
BERCHEM-JAGER Christiane	1/02/43	1/01/04	17/01/26	CES
BERNARDI Michel	26/08/54	1/01/12	10/03/26	COM
BERRINI-GADOLINI Elda	12/05/31	1/03/99	11/01/26	COM
BJORNSTAD-LILLEMOR Britt	22/12/30	1/08/08	12/02/26	COM
BLOMQUIST Clarence	18/04/42	1/04/06	23/01/26	COM
BOCK Veronica	3/11/50	1/08/13	10/01/26	COM
BOERSMA Femke	11/12/35	1/03/25	10/02/26	COM
BOGAERT Paul	1/07/44	1/08/13	10/02/26	COM
BOL Dirk	23/10/32	1/03/97	17/01/26	COM
BRACCHETTI Gilles	26/04/51	1/11/16	18/01/26	CJ
BRAY Robert	10/01/48	1/08/17	23/12/25	PE
BRUECKNER Guenther	21/12/31	1/06/96	26/02/26	COM
BUFFELS Lucienne	29/08/46	1/08/08	23/01/26	COM
CALDON Luigi	21/04/38	1/08/99	5/02/26	COM
CANTILLON Jean-Paul	19/02/43	1/09/98	12/01/26	COM
CARBAJOSA DUBOURDIEU Patricia	5/10/63	1/10/25	9/01/26	COM
CARDOSO Julio	2/04/52	1/05/17	31/12/25	COM
CARIOLI-GALLI Assunta	20/11/32	1/01/08	19/01/26	COM
CARLQUIST Torbjorn	6/01/60	1/02/25	8/09/25	COM
CASINI Michel	27/04/49	1/04/04	24/01/26	COM
CHOMETTE Laurence	4/01/59	1/01/20	18/12/25	COM
CLAES Michel	23/07/42	1/01/99	24/12/25	COM
COLLON Michele	6/07/46	1/06/03	26/01/26	COM
CONWAY Jim	6/10/56	1/06/17	24/01/26	COM
CORREIA DO SACRAMENTO CLEMENTE Maria De Lurdes	11/06/40	1/06/13	16/01/26	CM
COUSI Jacques	13/11/24	1/12/89	4/03/26	COM
COUZON Elisabeth	30/06/50	1/01/04	9/01/26	PE
D'HAESELEER Josef	14/11/29	1/12/89	25/01/26	COM
DA COSTA PAZ Maria Jose	7/06/58	1/07/21	28/01/26	COM
DE CLEENE Zouzou	2/06/48	1/07/13	29/12/25	EACEA
DE CLERCQ Godelieve	22/12/42	1/01/03	13/02/26	COM
DE GRUBEN Ignace	30/07/32	1/12/95	29/12/25	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DE KLERK Elisabeth Maria	4/03/33	1/12/20	3/02/26	COM
DE LEO Teresa	23/04/38	1/06/25	10/02/26	PE
DE LICHTERVELDE Emmanuel	9/12/43	1/05/09	1/02/26	CDR
DE PLANO Alfonso	8/04/39	1/11/99	27/12/25	COM
DE SADELEER Herve	4/03/51	1/02/12	17/03/26	COM
DE TREZ Agnes	1/10/36	1/11/96	10/03/26	COM
DE VITO Edoardo	3/02/35	1/02/90	14/02/26	CM
DE VLEESCHAUWER Alfred	25/04/32	1/05/92	26/12/25	COM
DEBRAISNE Christiane	21/06/39	1/04/22	16/01/26	COM
DEL GRANDE-IRION Marlene	27/05/27	1/11/90	16/01/26	COM
DELFINI-GUERARD Annie	4/12/28	1/12/07	18/02/26	CES
DEPUE Simone	20/01/29	1/01/83	21/01/26	COM
DESSI Francesco	14/03/27	1/04/92	4/01/26	PE
DESYLLAS Dionysios	20/01/39	1/06/00	9/01/26	COM
DETHEUX Andree	28/10/52	1/06/03	26/02/26	COM
DIEZ PEREZ Jose	17/03/37	1/04/02	21/03/26	CES
DOLLENDORF-ANNET, Renate	2/10/39	1/12/84	14/03/26	COM
DONA' Giovanni Battista	10/10/35	1/04/98	29/01/26	COM
DONEA-FORTHOMME Marie-Paule	23/05/39	1/10/04	3/06/25	COM
DORP Yvette	9/07/24	1/08/89	6/02/26	COM
DRUBIGNY Marie-France	23/10/41	1/07/04	5/01/26	CM
DUGIMONT Rita	28/04/37	1/09/11	25/12/25	COM
DUPLESSIS Michel	5/03/53	1/05/14	30/12/25	PE
DUPUIS Renata	12/11/32	1/01/18	11/03/26	COM
DUSSEAUX Mireille	13/04/35	1/06/99	6/01/26	COM
ELBEL-RABERAIN Anne-Marie	4/01/34	1/02/89	27/11/25	COM
ELLIS Edward	13/03/50	1/04/15	9/01/26	COM
EREN Mariette	25/01/31	1/02/96	27/01/26	COM
ERISKAT Hans	4/07/32	1/07/96	23/01/26	COM
FALCHETTO Carla	5/07/31	1/05/19	8/02/26	COM
FERGUSSON Enest	3/02/35	1/03/00	30/11/25	COM
FERNANDES DE OLIVEIRA Maria	29/11/34	1/04/97	20/12/25	COM
FERNANDES Jose	4/03/53	1/07/13	14/03/26	COM
FERNANDEZ FERNANDEZ Maria Del Carmen	12/01/35	1/06/16	5/03/26	COM
FERNANDEZ Herminio	30/07/30	1/03/95	6/02/26	CES
FERRARI EZIO Giuseppe	26/02/39	1/08/22	14/01/26	COM
FERRARI Lydie	12/01/57	1/08/16	18/03/26	CJ
FIELDING Sally	5/06/41	1/07/21	7/12/25	COM
FISCHER-SAAR Ortrun	11/02/23	1/03/83	29/01/26	COM
FLESCH Colette	16/04/37	1/04/00	21/01/26	COM
FLOEH MURIEL	12/11/48	1/04/10	20/12/25	CM
FRANCQ Ursula	2/01/43	1/07/03	20/12/25	COM
FRANQUINET Rene	1/05/47	1/09/07	19/02/26	CM
FREISTEDT Marlene	26/05/34	1/06/15	22/02/26	COM
GAMBINI ROSSANO Vincenzina	22/10/38	1/08/25	20/03/26	COM
GARSOU Lisette	28/05/46	1/06/03	22/12/25	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
GEERAERTS Roger	24/12/32	1/09/95	19/02/26	COM
GELLERSTIG Lena	3/04/47	1/05/12	5/02/25	CM
GERLACH-GOLLER Sibylle	30/08/47	1/03/09	22/02/26	COM
GIACOMELLO Giacomo	20/11/36	1/01/01	14/02/26	COM
GIBBS Michela	21/01/33	1/02/96	12/12/25	COM
GOEBBELS Robert	3/04/44	1/09/24	6/01/26	PE
GOMEZ IBANEZ Benito	28/11/45	1/12/10	21/12/25	CM
GOVERNEUR Ruth	8/08/47	1/09/12	8/03/26	CM
GRADONE Costanza	25/01/31	1/05/93	29/12/25	PE
GRAVIGNY Louis	4/08/32	1/10/95	16/03/26	COM
GROBEN Irene	4/07/31	1/04/91	10/01/26	COM
HAUGSTRUP Thor	28/09/39	1/08/04	20/01/26	COM
HAUSCHILDT Bent	14/10/54	1/01/19	10/03/26	COM
HENTGEN Egide	3/06/31	1/09/92	5/02/26	COM
HERMANT-DE CALLATAY Corinne	7/06/53	1/07/16	12/01/26	COM
HERRERA MATA Eugenio	26/05/56	1/06/19	11/01/26	COM
HILCZER Adam	5/12/75	1/03/20	25/12/25	COM
HILDENBRAND Charlotte	20/09/29	1/03/93	9/02/26	CM
HUYGELEN Godelieve	11/06/32	1/02/12	15/02/26	COM
IACOBELLI DI MASCO Antonia	28/08/50	1/09/15	15/03/26	COM
JACOB Baerbel	8/06/40	1/07/00	19/03/26	COM
JAESCHKE Hiltrud	17/03/54	1/03/14	7/01/26	COM
JAN Eliane	17/02/39	1/06/00	22/01/26	COM
JAURANT-SINGER Marie Elise	28/11/26	1/04/23	2/01/26	COM
JENKS Douglas	23/02/49	1/11/12	8/03/26	COM
KALLINTERAKIS Christos	22/04/52	1/09/03	19/03/26	PE
KARHAUSEN Lucien	17/08/27	1/10/90	11/03/26	COM
KATGERMAN Louis	2/04/35	1/07/95	30/01/26	PE
KAUFFMANN Josette	20/07/28	1/11/90	12/03/26	COM
KIRCHBERGER Andre	10/08/36	1/07/99	14/03/26	COM
KNAGGS Evelyn	1/01/36	1/12/22	23/01/26	COM
KOEPP Aloyse	22/09/34	1/02/98	5/01/26	COM
KOIVULA Tarja	27/11/49	1/12/12	28/01/26	COM
KONIDARIS Spyros	13/09/40	1/09/05	14/11/25	COM
KOSTE Ute	13/05/41	1/01/88	3/03/26	COM
KRETSCHMER Hansjoerg	6/02/50	1/05/11	6/03/26	EEAS
KRIPPES Amalia	8/12/40	1/01/06	18/01/26	PE
KRUEGER Ruth	1/03/21	1/10/84	20/01/26	COM
KUTTER Christa	24/10/34	1/12/21	13/03/26	COM
LAIGUILLE Marie	1/11/34	1/06/11	13/02/26	COM
LABANOWSKI Ginette	9/03/30	1/03/93	15/12/25	PE
LACHMANN-BARKER Ulrike	3/07/42	1/12/98	7/03/26	COM
LACOTTE-DEFOSSEZ Marie	22/06/33	1/09/97	9/02/26	COM
LADY ELLIOTT Ruth	25/07/27	1/06/23	13/02/26	COM
LAMBERT Rene	5/09/48	1/10/13	3/01/26	PE
LAMPITELLI Giovanni	3/04/36	1/05/01	11/03/26	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
LAPORTE-ZANINI Letizia	29/12/35	1/08/86	20/01/26	COM
LAUPRETE Annick	5/09/39	1/10/99	7/03/26	CM
LAVELLI Frieda	8/11/53	1/06/10	22/01/26	CM
LEBESSIS Panayotis	1/01/54	1/03/15	6/01/26	COM
LEBLICQ Nicole-Marie	27/03/37	1/08/93	12/01/26	COM
LECLERCQ Claude	18/10/38	1/10/99	5/02/26	CM
LECLERCQ Jacqueline	14/12/34	1/01/95	16/01/26	COM
LECOMTE Francoise	18/06/36	1/02/18	18/10/25	COM
LEISTENSCHNEIDER Léon	27/12/55	1/01/16	5/01/26	CJ
LEMAHIEU Annemarie	24/02/40	1/06/02	8/02/26	COM
LESSELIERS Jacques	11/09/27	1/01/90	16/02/26	COM
LESSLE Helga	1/09/30	1/12/16	4/02/26	COM
LIENARD Francoise	8/04/45	1/10/08	25/01/26	PE
LISKIEN Horst	23/11/33	1/01/95	7/01/26	COM
LLEWELYN Anne	4/03/52	1/06/19	3/09/25	CM
LUMETTA-CULTRARA Rosalia	9/03/34	1/12/99	31/12/25	COM
MACALUSO Carmela	16/05/31	1/06/16	9/01/26	COM
MAGGIONI Luigia	8/05/39	1/06/05	23/01/26	CJ
MARCHIPONT Jean-Francois	1/02/51	1/03/16	12/02/26	COM
MARQUARD-DUUS Anna	22/07/31	1/06/01	21/02/26	CJ
MARSIGLI Anna	20/09/43	1/05/10	1/02/26	COM
MEERT Godelieve	4/08/46	1/12/92	19/11/25	COM
MELAN Ruggero	15/03/29	1/04/94	20/12/25	COM
MENCHI-FRANCESCHI Erminia	7/01/34	1/03/96	4/01/26	COM
MENZAGHI Enea	6/01/35	1/02/00	1/02/26	COM
MEYNENDONCKX Paula	26/01/33	1/06/25	5/12/25	COM
MICHIELSEN Petrus	8/11/32	1/08/10	27/02/26	COM
MILDON Micheline	11/06/49	1/05/19	14/12/25	COM
MINAYA Maria-Clementina	2/02/46	1/02/23	28/02/26	COM
MOITINHO DE ALMEIDA Jose Carlos	17/03/36	1/04/04	19/01/26	CJ
MORETTI Maria	20/02/36	1/04/22	29/01/26	COM
MORLEY John	24/03/40	1/10/03	25/01/26	COM
MOSTINCK Nicole	13/07/36	1/01/91	18/09/24	CM
MUCKENHEIM Karola	18/12/36	1/05/13	30/12/25	COM
MUELLER Gisela	27/08/38	1/04/16	14/01/26	COM
NARDONI Luigia	10/07/44	1/10/17	10/03/26	COM
NEU Margot	24/02/32	1/09/91	14/02/26	COM
NICAISE Maria	7/02/33	1/11/90	28/12/25	COM
NICAISE Pierre	18/11/32	1/10/97	13/01/26	COM
NICOLL Angus	5/08/50	1/04/15	5/01/26	ECDC
NIHOUL-DUBUISSON Marie	3/11/51	1/01/08	17/02/26	COM
NIJS Frans	5/02/57	1/03/22	30/12/25	COM
NIZERY Francois	1/08/47	1/09/07	12/03/26	COM
NYCHAS Christine	4/01/47	1/02/12	31/03/25	CEDEFOP
OXENIUS Joachim	12/12/30	1/01/96	24/01/26	COM
PARENT DE CURZON Emmanuel	24/04/37	16/11/00	23/01/26	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
PATERNOTTE Alain	8/03/40	1/06/02	2/02/26	COM
PAUSE Dietrich	2/02/36	1/03/01	9/01/26	CDR
PEETERS Robert	2/12/36	1/01/97	2/01/26	COM
PERRARD Laurence	21/05/38	1/06/03	10/03/26	CJ
PESIK Joyce	4/03/34	1/07/95	22/01/26	PE
PETERS Friedrich	26/07/35	1/01/98	10/02/26	COM
PEZZETTI Rosa Adriana	22/07/44	1/11/16	13/03/26	COM
PICHON Evelyne	23/02/51	1/03/16	28/01/26	COM
PIETERSE Anthonius	18/06/30	1/07/91	22/01/26	COM
PRACHAZAL Yvette	1/11/31	1/11/95	18/01/26	COM
QUADRARO Nicola	18/01/41	1/02/06	8/03/26	CJ
RASTELLI Maria Teresa	26/02/40	1/06/16	29/12/25	COM
REGALDO-HENRY Marie-Louise	22/12/37	1/11/06	25/12/25	COM
RIVA-COSTANTINI Luigia	14/11/38	1/06/00	27/12/25	COM
ROEH Klaus	20/02/33	1/03/98	21/01/26	COM
ROHRSTED Tue	15/11/39	1/01/04	14/03/26	COM
ROMERO Provencio	5/03/35	1/04/00	25/02/26	COM
RUBIO RODRIGUEZ Jose	23/11/57	1/01/14	24/12/25	COM
SALMOJRAGHI Anna	6/10/38	1/05/24	9/12/25	COM
SANDE LAMAS Luis Jose	9/08/54	1/09/18	11/12/25	COM
SARTORIO Antonietta Pia	24/07/45	1/12/10	28/12/25	COM
SATO Harumi	11/10/39	1/06/16	17/02/26	COM
SAYERS Judith	12/06/48	1/07/88	12/12/25	COM
SBAITI-GINI Piera Guiseppina	4/12/43	1/07/07	6/03/26	CM
SCHAEFFER Felix	27/11/34	1/02/95	20/02/26	COM
SCHILLER RENIERS Charlotte	31/03/40	1/04/05	6/01/26	COM
SCHOLLEN Else	10/02/31	1/11/12	22/03/26	COM
SCHOLZ Johannes	14/10/48	1/06/09	22/01/26	PE
SCHWARZ Elisabeth	13/10/30	1/01/23	23/01/26	COM
SENSKI Martine	17/11/51	1/07/15	6/01/26	COM
SENTENSTEIN Rosalia	31/01/30	1/02/95	26/02/26	COM
SIJBESMA Constance	10/09/47	1/08/10	2/01/26	COM
SIMON Paul	20/06/58	1/09/19	3/01/26	CJ
SLAETS Willy	23/03/41	1/10/24	19/02/26	COM
SLOAN Brian	8/09/60	1/10/18	1/03/26	COM
SMEEKENS Bernard	23/06/51	1/01/14	8/02/26	COM
SORBI Jeanne	15/02/47	1/08/10	30/12/25	CM
SPECKBACHER Walpurga	29/03/51	1/08/16	22/03/26	CM
SPEYBROUCK Henri	18/07/38	1/08/03	5/03/26	COM
STAROSTE Erika	1/10/33	1/11/94	23/02/26	COM
STINGELE Alwig	10/10/35	1/01/97	14/02/26	COM
SWANNELL Giles	28/06/43	1/05/08	1/12/25	CM
TASSONI Ivana	28/03/46	1/07/01	28/02/26	COM
TEULINGS Frank	16/03/48	1/04/13	19/02/26	CM
TOCI Fernando	22/05/36	1/01/00	30/12/25	COM
TORREKENS Nicole	8/06/49	1/03/02	25/12/25	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
URBAIN Catherine	19/09/54	1/02/00	15/02/26	COM
UYTTERSPROT CALLAERT Godelieve	12/03/43	1/03/94	23/01/26	COM
VAERTEN Carolus	2/11/36	1/12/01	3/02/26	PE
VAN BOGEART Helena	30/11/33	1/07/13	10/02/26	CM
VAN DEN BOOM Rudolf	23/11/46	1/05/08	4/02/26	PE
VAN DER STEENHOVEN-PODHORSKA Irena	25/02/33	1/03/01	4/01/26	PE
VAN GRIMBERGEN Hilde	26/05/41	1/01/03	9/10/25	PE
VAN HECKEN Jozef	29/01/50	1/02/11	27/02/26	PE
VAN LAER Ginette	3/07/44	1/08/04	8/02/26	COM
VAN TRIMPONT Johnny	27/09/45	1/11/07	6/01/26	COM
VANBRABANT Marc	14/02/48	1/11/10	6/03/26	COM
VANDER ELST Franciscus	16/09/44	1/06/02	28/12/25	COM
VENET Pierre	8/07/36	1/03/00	11/02/26	COM
VER EYCKEN Catherine	23/10/32	1/02/82	25/02/26	COM
VERBIEST Rachel	16/12/26	1/09/89	17/01/26	COM
VERBINNEN Jozef	4/05/18	1/06/83	1/02/26	CM
VERDIER Jocelyne	9/03/37	1/11/88	7/01/26	COM
VERZELETTI Guido	11/02/39	1/11/99	18/02/26	COM
VIITALA Seppo	28/05/46	1/06/11	20/12/25	REC
VIRTANEN Tuuli	25/04/64	1/09/24	20/03/26	COM
VOLBEDA Vera	12/05/46	1/03/15	15/02/26	COM
VON BIRGELEN Gerhard	9/05/38	1/06/98	31/12/25	COM
VON DONAT Marcell	12/02/33	1/04/97	10/02/26	COM
VON ZITZEWITZ Ursula	13/05/37	1/08/94	15/01/26	COM
VORTICE Palma	21/03/40	1/11/03	27/01/26	COM
WADDAMS Alan	5/06/44	1/09/09	11/01/26	COM
WADE Irmgard	28/09/40	1/10/05	20/01/26	PE
WAELEPUT Alex	25/03/54	1/02/16	16/02/26	COM
WALTHER Ursula	22/06/49	1/07/08	24/01/26	PE
WARTENBERG-LEHMKUHL Helga	6/03/44	1/03/05	7/02/26	COM
WASTEELS Dominique	3/09/35	1/09/96	23/01/26	COM
WAUTERS Anne	18/02/61	1/11/92	9/01/26	COM
WEBER Georges	7/03/47	1/04/12	18/01/26	COM
WESTERMANN GUENNEWIG Baerbel	17/07/41	1/08/06	29/01/26	CM
WILLIAMS Anne	3/02/28	1/12/06	1/03/26	COM
WURTZ Christian	15/05/73	1/09/25	23/02/26	PE
ZANARELLA Giuseppe	4/07/39	1/01/04	1/03/26	COM
ZAPPA Piero	20/10/35	1/12/92	22/11/25	COM
ZARA Giuseppe	28/05/42	1/11/00	20/02/26	COM
ZURMAHR Ute	19/03/44	1/02/25	7/03/26	PE



© EU 2026 Photographie : Lukasz Kotlous

9 mai 2026 : Journée de l'Europe



Comme chaque année, la commémoration de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 a été fêtée un peu partout en Europe. Mais il faut savoir que cette commémoration a été lancée il y a tout juste 40 ans, en 1986. Elle s'est mise en place suite à une recommandation d'un rapport sur l'« Europe des citoyens » pour renforcer l'identité européenne. Cette Journée de l'Europe visait à rendre la Commu-

nauté européenne plus visible et plus concrète pour les citoyens en soulignant ses réalisations, son potentiel, et en diffusant cette information le plus largement possible. Ce qui débouchera peu à peu sur les festivités que l'on connaît aujourd'hui. Cette année, à Bruxelles, le public était au rendez-vous, tant pour visiter les Institutions européennes que pour faire la fête sur la Grand-Place.

